

The background of the page is a photograph of a busy street in an African city. In the foreground, several people are riding bicycles and motorcycles. In the background, a large, ornate globe sculpture stands on a pedestal. The image is overlaid with a semi-transparent teal rectangle that contains the title text.

Feuille de Route du CAFDO 2017



Contents

Résumé	4
Émergence d'un réseau.....	5
Summary	6
A - État des lieux de l'open data en Afrique francophone.....	9
Quelques focus pays:	9
B - Les actions prioritaires.....	12
FORMER • PRODUIRE • PUBLIER • COLLABORER • INFORMER • ÉVALUER.....	12
C - Les données ouvertes au service du développement durable	16
THÉMATIQUES PRIORITAIRES.....	16
GENRE • SANTÉ • MÉDIA • EDUCATION • FINANCES PUBLIQUES • ENVIRONNEMENT	
GOUVERNANCE LOCALE	16
D - Engagements.....	19
Actions prioritaires pour les pays d'Afrique francophone	19
Journée 2 : Partage d'expériences et sessions	20
Journée 3: le Data Camp.....	21
Agriculture.....	21
Environnement.....	21
Genre	21
Journalisme.....	22
Transparence.....	22
Gouvernance.....	22
Partage de ressources	23
D'une conférence à une communauté	25
Recommandations	26
Annexe - Mur des engagements	27

Contents

Résumé	4
Émergence d'un réseau.....	5
Summary	6
A - État des lieux de l'open data en Afrique francophone.....	9
Quelques focus pays:	9
B - Les actions prioritaires.....	12
FORMER • PRODUIRE • PUBLIER • COLLABORER • INFORMER • ÉVALUER.....	12
C - Les données ouvertes au service du développement durable	16
THÉMATIQUES PRIORITAIRES.....	16
GENRE • SANTÉ • MÉDIA • EDUCATION • FINANCES PUBLIQUES • ENVIRONNEMENT	
GOUVERNANCE LOCALE	16
D - Engagements.....	19
Actions prioritaires pour les pays d'Afrique francophone	19
Journée 2 : Partage d'expériences et sessions	20
Journée 3: le Data Camp.....	21
Agriculture.....	21
Environnement.....	21
Genre	21
Journalisme.....	22
Transparence.....	22
Gouvernance.....	22
Partage de ressources	23
D'une conférence à une communauté	25
Recommandations	26
Annexe - Mur des engagements	27

RÉSUMÉ

La première conférence d'Afrique Francophone sur les Données Ouvertes (CAFDO 2017), organisée par le Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes (MDENP) à travers l'Agence Nationale de promotion des TIC du Burkina Faso, a rassemblé plus d'une centaine de personnes, parmi elles, des représentants de 22 pays venus d'Algérie, du Bénin, du Cameroun, du Canada, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Ghana, de l'Egypte, de la France, de Madagascar, du Mali, du Maroc, de la Mauritanie, du Niger, de la République Démocratique du Congo, du Sénégal, de la Tunisie, du Tchad et du Togo. Elle s'est tenue du 1er au 3 juin 2017 à Ouagadougou autour du thème « Apport des données ouvertes pour l'atteinte des objectifs du développement durable ».

Cette conférence a également rassemblé des personnes issues d'organisations de la société civile, du monde académique, d'administrations et du secteur privé, autour d'ateliers de discussion, de réflexions, mais aussi de tables rondes et d'un Data Camp. Tout au long des trois journées, une dynamique de réseau a permis de mobiliser les leaders africains francophones sur le thème de l'ouverture des données et d'identifier des collaborations régionales futures et concrètes sur différentes thématiques.

- ▶ 22 pays représentés
- ▶ 3 jours de conférence, sessions, débats, rencontres et DataCamp
- ▶ Un réseau régional qui rassemble les communautés locales et renforce les initiatives nationales

La première journée de la conférence s'est attachée à discuter des enjeux liés au processus de transformation des écosystèmes de données, des rôles que peuvent prendre chaque organisation ou institution dans ce mouvement, et d'identifier ensemble les besoins, priorités et capacités d'action. C'est ainsi que la diversité des acteurs et des organisations impliquées ont permis de mettre en lumière différents besoins en matière de renforcement de capacités, de cadres législatifs et politiques, d'infrastructures technologiques, d'outils ou de plateformes.

Émergence d'un réseau

Le réseau CAFDO est né face à la nécessité de rassemblement de la communauté francophone émergente se constituant autour des problématiques et sujets liés à l'open data.

A titre d'exemple, la communauté OpenStreetMap (OSM) peut faire figure de pionnière dans la région puisqu'elle a su se développer dès 2012 au Mali, en 2013 au Bénin, au Togo, au Sénégal et en Côte d'Ivoire et depuis 2015 au Burkina ou au Niger. Ces collaborations ont été particulièrement fortes lors de l'organisation et de la tenue des conférences 'State Of The Map' comme lors de celle qui s'est déroulée en 2015 au Burkina Faso ou au Togo la même année. Cette communauté a été renforcée avec la création du Projet Espace OSM Francophone (EOF) en 2013 et avec l'organisation de plusieurs événements dans la sous-région comme les forums annuels Innov'Africa où des cartocamp sont au programme.

Le projet EOF a suscité motivation, engagement et adhésion parmi la communauté OSM et démontre que la rencontre des différentes équipes nationales et la constitution d'un réseau francophone régional permet l'appui et le développement d'activités de renforcement de capacités destinées aux représentants de structures gouvernementales, internationales, acteurs académiques, du secteur privé, des TIC, des ONG et groupes de la société civile.

Dans cette dynamique, le réseau CAFDO a pour objectif de constituer une communauté de pays francophones du continent, avec en vue la création ou le renforcement de leurs écosystèmes nationaux et la création d'un cadre favorable à même d'appuyer le développement durable à travers les données.

En identifiant ensemble les problèmes communs, en partageant les exemples locaux et les bonnes pratiques, ainsi qu'en formulant des recommandations utiles dans les contextes régionaux, nationaux et locaux, ce réseau co-construit les bases d'un plan d'actions commun pour le développement des données ouvertes dans les pays participants, mais structure aussi une réflexion et un dialogue avec les réseaux anglophones voisins.

En face, la communauté d'Afrique anglophone s'est déjà constituée en réseau depuis plusieurs années, avec des points d'appui comme l'initiative Code for Africa, un réseau qui se concentre autour de la civic tech ou du journalisme de données, avec souvent des volets de formation à l'utilisation et la compréhension de données, ou encore du réseau Africa Open Data Network (AODN) et de la conférence régionale AODC. Ces réseaux concentrent ainsi les financements de bailleurs de fonds — principalement États-Uniens ([Omidyar Network](#)), Britanniques ([Open Data Institute](#)), Canadiens ([IDRC](#)) ou des coalitions ([Open Data for Development](#)) —, tout en ayant accès à la majorité des ressources ou documentations produites par les principaux acteurs de la sphère internationale de l'open data, car disponibles en anglais.

Il est important de noter que les gouvernements de certains pays d'Afrique francophone ont adhéré au Partenariat du Gouvernement Ouvert (Tunisie en 2014, Côte d'Ivoire en 2015 et Burkina Faso en 2016), et sont en train de mettre en place des plans d'action impliquant des actions favorisant l'accès à l'information, la participation citoyenne et l'ouverture de données. Ces pays ouvrent la voie et pourront faire profiter au réseau CAFDO de leurs expériences, tant au niveau gouvernemental, qu'au regard d'une société civile désireuse d'agir.

Le réseau CAFDO bénéficie du soutien du gouvernement Burkinabè en la personne de Madame Hadja Fatimata Ouattara Sanon, ministre du Développement de l'Économie Numérique et des Postes, ainsi que de Monsieur Clément Sawadogo, Ministre de la Fonction Publique du Travail et de la Protection Sociale, dont le Ministère coordonne la mise en place du plan d'action national du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert.

Le réseau bénéficie aussi de l'appui de certaines organisations internationales comme le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI), le Global Open Data for Agriculture and Nutrition (GODAN) et la Coordination Résidente du Système des Nations Unies au Burkina Faso.

Pour la première édition CAFDO a bénéficié de l'appui de CFI Média, AKVO, de l'Agence Française de Développement et de ETALAB.

SUMMARY

The first African Francophone Conference on Open Data (CAFDO 2017), organized by the Ministry of Development of the Digital Economy (MDENP) through the National Agency for the Promotion of ICTs in Burkina Faso, brought together more than a hundred people, among them were representatives from 22 countries in Africa and Europe. Among them; Algeria, Benin, Cameroon, Canada, Côte d'Ivoire, Guinea, Ghana, Egypt, France, Madagascar, Mali, Morocco, Mauritania, Niger, the Democratic Republic of Congo, Senegal, Tunisia, Chad and Togo. The conference was held June 1 -3 2017 in Ouagadougou, Burkina Faso.

This conference brought together people from civil society organizations, the academic world and administration, for discussion workshops, reflections, round tables and DataCamp. Throughout the three days, this dynamic network enabled African Francophone leaders to mobilize the theme of data openness and to identify areas for future regional collaborations.

- ▶ 22 countries represented
- ▶ 3 full days of conference, debates, meetings and DataCamp
- ▶ A regional network that represents the local communities and reinforces their national initiatives

The first day of the conference focused on discussing issues related to the process of transforming data ecosystems, the roles that each organization or institution can play in this process, and identifying the needs, priorities and actions. For example, the diversity of actors and organizations involved has highlighted different needs for capacity building, legislative and policy frameworks, technological infrastructure, tools and platforms.

The CAFDO network was created out of the need to bring together the French-speaking community, to discuss emerging issues and topics related to open data.

For example, the OpenStreetMap (OSM) community can be a pioneer for the region, since it has expanded to Mali in 2012, to Benin, Togo, Senegal and Côte d'Ivoire in 2013, since then to Burkina Faso or Niger in 2015. These collaborations have been particularly strong during the organization/hosting of the State of the Map conferences and during the launch of Burkina Faso or Togo the same year. This community was strengthened with the creation of Projet Espace OSM Francophone (EOF) in 2013 and with the organization of several events in the sub-region such as the annual Innov'Africa forums where cartocamps were on the agenda.

The EOF project generated motivation, engagement and support among the OSM community and demonstrated that the meeting of the various national teams and the creation of a regional Francophone network enabled the support and development of capacity building activities for representatives of Governmental, international, academic, private sector, ICT, NGOs and civil society groups.

In this context, the CAFDO network aims to establish a community of francophone countries on the continent, with a focus on the creation or strengthening of national ecosystems and the creation of a favorable framework to support data driven sustainable development. By jointly identifying common problems, sharing local examples and best practices, making useful recommendations in regional, national and local contexts, the network is able to co-build the basis for a shared action plan for the development of open data in the participating countries; while also creating structured reflection and dialogue with neighboring Anglophone networks.

On the other hand, the English-speaking African community has already formed a network since ____ with points of support such as the Code for Africa initiative, a network that focuses on civic tech or data journalism, often with training in data usage and comprehension, or the Africa Open Data Network (AODN) and the regional AODC conference. These networks concentrate on funding from donors - mainly Anglo-Saxon - while having access to the majority of the resources or documentation produced by the main players in the international sphere of open data, since they are available in English.

It is important to note that the governments of certain Francophone African countries have joined the Open Government Partnership (Tunisia in 2014, Côte d'Ivoire in 2015 and Burkina Faso in 2016).

These governments are in the process of putting in place action plans involving access to information, citizen participation and open data. These countries are paving the way for the CAFDO network to share their experiences, both at the governmental level and with a civil society willing to act.

The CAFDO network is supported by the Government of Burkina Faso - Mrs Hadja Fatimata Ouattara Sanon, Minister for the Development of the Digital Economy and Posts, and Mr Clément Sawadogo, Minister of Public Service of Labor and Social Protection, whose Ministry is coordinating the implementation of the National Partnership for an Open Government Action Plan.

A - État des Lieux de l'Open Data en Afrique Francophone

Des catalogues de données ouvertes sur le continent existent à travers d'une part le portail [OpenAfrica](#), un projet collectif du réseau Code for Africa, qui a rassemblé plus de 2500 jeux de données issus de 45 organisations de société civile différentes réparties sur le continent.

D'autre part, le portail [Open Data for Africa](#) développé par le Groupe de la Banque africaine de développement, rassemble par pays des données démographiques, économiques, des indicateurs de développement, des données sur les secteurs de l'énergie, l'agriculture, la santé ou l'éducation. Mais ces données sont publiées en anglais principalement même si quelques parties sont accessibles en français pour certains pays francophones (ex: [le Bénin](#))

La mise en place de portails de données ouvertes ([Côte d'Ivoire](#), [Burkina](#), [Maroc](#)) témoigne d'une volonté affichée par certains gouvernements de faire progresser l'agenda des données ouvertes au niveau national, mais l'avancement reste encore limité si on se réfère aux données de référence prises en compte dans le Global Open Data Index ou l'Open Data Barometer. De son côté, la société civile avance parallèlement pour faire avancer la transparence et/ou la participation citoyenne autour de sujets qui lui sont prioritaires comme les industries extractives, l'environnement, les marchés publics, etc.

QUELQUES FOCUS PAYS:

Bénin: le registre des sociétés enregistrées au Bénin est disponible [en pdf](#) sur le site de la CCIB, la Chambre de Commerce d'Industrie du Bénin, et existe [en .csv](#) depuis l'événement #HackFrancophonie¹, ainsi que des [statistiques](#) démographiques, économiques et sociales et les [budgets nationaux](#)².

Burkina Faso: le pays a lancé une initiative de données ouvertes en juin 2014. Le portail [data.gov.bf](#) fournit au public plus de 150 ensembles de données, principalement sur la santé et l'éducation. Côté société civile, l'organisation [ITICC](#)³ a développé le projet « Nos députés » qui vise à rendre accessible ce qui est produit à l'assemblée nationale (travaux de commission, séances plénières) ainsi que les votes et les amendements des députés, et permet également aux citoyens de contacter directement les représentants de l'Assemblée. D'autres plateformes fournissent des informations utiles sur [les entreprises inscrites au registre des sociétés](#), les [statistiques](#) démographiques et sociales disponibles

1 . L'open data camp #HackFrancophonie a réuni +8 pays de la Francophonie le 19 février 2016 à Paris

<https://www.etalab.gouv.fr/hackfrancophonie-un-open-data-camp-autour-des-donnees-ouvertes-par-les-pays-francophones>

2 . D'après IBP, International Budget Partnership

<http://www.internationalbudget.org/opening-budgets/open-budget-initiative/open-budget-survey/country-info/?country=be>

3 . Initiative TIC et Citoyenneté

en ligne. Enfin, la communauté Open Street Map cartographie activement le territoire via le projet [OpenStreetMap Burkina Faso](#).

- ▶ Côte d'Ivoire: depuis l'adhésion du pays au Partenariat pour un Gouvernement Ouvert en 2015, des initiatives en matière d'accès à l'information et d'ouverture de données se sont multipliées. Outre la mise en place de la Commission d'Accès à l'Information d'Intérêt Public et aux Documents Publics⁴ (CAIDP), et la publication de documents comme [la loi de finance mise en ligne](#) par le Ministère chargé du Budget, le pays s'est également doté d'un portail national de l'open data, [co-construit](#) entre le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale (CICG) et l'organisation [code.ci](#), dont le but est d'apporter des solutions technologiques aux défis sociaux en Côte d'Ivoire et qui souhaite continuer d'accompagner le gouvernement ivoirien dans la mise en place d'autres outils numériques d'intérêt public.
- ▶ Mali: La Direction Générale du Budget publie [sur un site dédié](#) les documents et annexes budgétaires relatives à la loi de finances 2017. En 2013, la société [Yeleman](#) spécialisée dans le numérique, a initié un portail d'open data⁵ afin de donner accès aux données des bureaux de vote et des candidats de l'élection présidentielle de 2013, mais aussi de la liste des écoles du Mali, ou encore des données codifiées de toutes les localités au Mali. De son côté le projet OpenStreetMap reste très actif dans son objectif double de renforcement de capacités (de personnes issues de la société civile ou de l'Institut Géographique Du Mali) et d'amélioration des cartes du pays, notamment la carte sanitaire (pharmacies et structures de santé) en s'inspirant du projet [Pharmacarte](#) d'OpenStreetMap Côte d'Ivoire.

Comment mesurer les progrès réalisés et l'évolution des politiques d'ouverture mises en place dans les pays ? D'après Idriss Tinto, ancien ambassadeur d'Open Knowledge Burkina, désormais chef de projet à l'Agence Nationale de Promotion des Technologies de l'Information du Burkina (ANPTIC), qui a présenté un état des lieux de l'Open Data en Afrique Francophone, une première réponse serait de se servir de la méthodologie proposée par l'[Open Data Index](#) et l'[Open Data Barometer](#). Ces deux outils permettent de mesurer 10 indicateurs à travers l'analyse de 15 catégories essentielles. (Finances publiques, statistiques, lois, qualité de l'eau, cartographie, etc.) **Sur 24 pays d'Afrique Francophone concernés, seuls 13 figurent actuellement dans un des classements.** Un premier axe de travail s'impose donc ici pour les pays qui souhaiteraient dans la prochaine édition faire figurer leurs efforts et leurs données disponibles. De nombreux représentants de la société civile présents lors de l'événement, ont démontré une forte motivation à se constituer en équipe et groupes de travail par pays dans l'année qui vient, afin de pouvoir s'approprier ces deux méthodologies et dans l'objectif d'améliorer les données existantes dans l'Open Data Index et l'Open Data Barometer, ou le cas échéant, de pouvoir représenter les avancées en open data pour les pays manquants dans ces classements.

4 . La loi d'accès à l'information date cependant de 2013 ([Source: Global Right to Information Rating](#))

















5 . Le portail <http://opendata.ml> n'est plus fonctionnel au moment de l'écriture du rapport.

Une autre idée soulevée par les participants lors de la présentation sur l'état des lieux de l'open data en Afrique Francophone, serait de s'appuyer sur des représentants régionaux de la société civile qui seraient responsables de compléter l'Index Mondial de l'Open Data pour leurs pays respectifs.

Analyse des résultats de l'Open Data Barometer pour les pays d'Afrique Francophone: un progrès observé pour le Burkina et une percée de la Côte d'Ivoire, mais des efforts peu représentatifs de la tendance régionale.

En partant du principe que les initiatives d'ouverture des données efficaces nécessitent une participation active du gouvernement, de la société civile et du secteur privé, le baromètre de l'open data propose de mesurer non pas la volonté de lancer une initiative ouverte sur les données du gouvernement, mais plutôt la volonté d'obtenir des résultats positifs venus d'une telle initiative. Par exemple en mesurant quelle est gamme d'activités et d'interventions qui favorisent ou ont favorisé l'engagement de ces trois composant et la réutilisation des données ouvertes.

C'est ainsi que pour les pays ayant participé au Baromètre en 2016, à savoir la Tunisie, le Burkina, le Togo, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Bénin, le Cameroun et le Mali, on peut faire le constat de l'influence positive du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert si l'on en juge par le classement des pays qui ont adhéré: Tunisie (50), Burkina Faso (67) et Côte d'Ivoire (93). Dans ces trois cas, l'indice qui évalue l'état de maturation des initiatives d'ouvertures de données sont relativement élevées compte tenu de la récente présence de l'open data dans les politiques gouvernementales et l'arrivée de ces pays sur la scène internationale.

Country	Rank ?	Score ? OUT OF 100	Change ?	Score Trend ? OVER PAST EDITIONS	Readiness ? OUT OF 100	Implementation ? OUT OF 100	Emerging Impact ? OUT OF 100
 Tunisia See details	50	32	-11 ▼		45	32	22
 Burkina Faso See details	67	22	3 ▲		31	16	28
 Togo See details	81	16	NEW		23	24	0
 Côte d'Ivoire See details	93	11	NEW		35	7	0
 Senegal See details	98	9	-28 ▼		24	9	0
 Benin See details	103	7	-27 ▼		13	13	0
 Cameroon See details	107	5	-29 ▼		12	5	7
 Mali See details	111	2	-23 ▼		12	3	0

B - Les Actions Prioritaires

FORMER • PRODUIRE • PUBLIER • COLLABORER • INFORMER • ÉVALUER

Lors d'un atelier tenu la première journée sur le rôle que les organisations de la société civile et les administrations peuvent tenir dans un écosystème des données ouvertes, des besoins communs de renforcements de capacités ont émergés. Les participants se sont répartis en groupes de travail (Innovation, Média, Standards, Politique, Production, Capacités, Recherche / Mesure de l'impact et Évaluation) dont la restitution des échanges est consultable sur le [wiki](#).

On peut extraire de ces groupes des pistes d'actions communes - Résumé:

Former A la littératie de données

Aux outils, à la culture, au traitement et à l'utilisation des données

Documenter Les expériences, les initiatives, les études de cas

Rassembler les ressources, les guides, et les contenus francophones

Produire Un inventaire de données par secteur

Encourager la recherche

Partager Les ressources, la recherche, les bonnes pratiques, les connaissances

Au travers de rencontres en ligne ou hors ligne et d'événements locaux

Collaborer Entre pairs, dans le réseau, lors de rencontres Sud-Sud

Constituer un réseau physique de tiers lieux dans chaque pays

Informier En inscrivant les données ouvertes dans l'agenda politique national

Réfléchir à un plaidoyer commun et renforcer l'accès à l'information

Évaluer Les efforts en participant à l'Index Mondial et au Baromètre des données ouvertes

Créer des groupes de travail et de recherche dans les pays du réseau

Voir le détail des recommandations des groupes:

1 - Formation

Développement de guides de bonnes pratiques sur l'utilisation des données ;

- ▶ Initiation aux différents formats de données et standards ;
- ▶ Formation aux outils de collecte de données ;
- ▶ Formation ouverte en ligne sur l'Open Data ;
- ▶ Formation des acteurs en commun: administration et société civile, média, etc... afin d'avoir un langage commun, de comprendre les intérêts de « l'autre » et ses intérêts propres à publier les données ;
- ▶ Formation continue avec une responsabilité du transfert des connaissances aux nouveaux venus ;
- ▶ Sensibiliser la société civile à la prise en main des données, à l'utilité de ces données.

Exemple: en Guinée, comment une organisation de société civile qui milite pour l'accès à l'eau peut publier et utiliser les données ? Devant la multitude de données disponibles, il faut être capable d'en retirer une première analyse.

2 - Documentation

- ▶ Mise en place de plateformes Open Data nationales ;
- ▶ Banque de donnée des initiatives, projets existants dans chaque pays ;
- ▶ Besoin de recenser les illustrations concrètes sur un site et les bonnes pratiques pour aider les autres OSC et administrations ;
- ▶ Faire comprendre aux administrations que la culture de l'ouverture constitue un avantage autre que donner de la visibilité.
- ▶ Rassembler dans un endroit unique, par ex. le site de l'École des données, l'ensemble des ressources disponibles en français, contenus et formation déjà produites, guides pratiques, curricula en français, bonnes pratiques et cas concrets ;
- ▶ Les outils référencés et qui peuvent être utilisés par d'autres ; (OGP Toolbox) ;
- ▶ Travailler sur la simplification pour que les données soient accessibles au niveau de compréhension des populations: de tout utilisateur (documentations associées aux données) mais aussi aux administrations (dynamique d'échanges des données).

3 - Collaboration

- ▶ Organiser dans le réseau CAFDO des compétitions de type Challenges/Hackathons ;
- ▶ Création d'un réseau de data-journalistes en Afrique francophone avec animation de Data Kawa, des rencontres physiques organisées par chaque leader du réseau dans chaque pays ;
- ▶ Fédérer la société civile au niveau national autour d'ateliers de concertation société civile et administration ;
- ▶ Partage de cas et de modèles de réussite innovantes avec l'open data ;
- ▶ Favoriser la Coopération Sud-Sud: importante pour échanger les bonnes pratiques mais aussi éviter les écueils que les uns et les autres ont pu affronter dans des situations souvent similaires ;
- ▶ Ouverture des cloisons disciplinaires dans la recherche.

4 - Evaluation

Depuis que la Charte Internationale des données ouvertes "open data charter" est lancée, les pays et les producteurs de données veulent que le bénéfice de l'utilisation des données soit montré. Ex en Côte d'Ivoire ou au Ghana.

- ▶ Participation plus conséquente des pays impliqués dans une politique d'ouverture de données aux outils de mesure d'impact et d'évaluation: Open Data Index et Open Data Barometer ;
- ▶ Initiation d'un baromètre sur le niveau de transparence des pays membres du Réseau CAFDO (Baromètre CAFDO) ainsi que la contribution de CAFDO sur l'amélioration de ce niveau de transparence.

5 - Information

- ▶ Reconnaissance du droit à l'information ;
- ▶ Inscrire les données ouvertes dans les agendas politiques nationaux ;
- ▶ S'assurer que le cadre juridique est suffisant pour obliger l'état à le faire ;
- ▶ Identifier un objectif politique à l'ouverture des données. Ex. en Guinée: la transparence budgétaire a été utilisée pour améliorer la confiance entre les citoyens et le gouvernement ;
- ▶ Sensibilisation et communication: importance d'avoir des exemples concrets de l'utilité de l'OD pour sensibiliser les administrations ;
- ▶ Porter le plaidoyer au niveau régional et international ;

- ▶ L'accès à l'information est perçu comme une des causes de la rébellion => besoin d'améliorer la communication gouvernementale ;
- ▶ Séparer les besoins liés à la transparence politique de celles réutilisables pour créer de la valeur économique.

6 - Produire

- ▶ Travail d'inventaire de données à réaliser ;
- ▶ Le développement d'une plateforme de données ouvertes en Côte d'Ivoire comprenant notamment des données budgétaires a montré au gouvernement que cela leur faisait respecter les normes internationales de l'OGP ;
- ▶ Besoin de subventions pour projets pilotes sectoriels et non directement nationaux ;
- ▶ A la rencontre des parties prenantes pour disséminer les résultats des recherches: codeurs / activistes / politiques ;
- ▶ Créer un cadre de rencontres entre les décideurs ;
- ▶ Encourager la recherche dans les nouvelles disciplines.

C - Les données ouvertes au service du développement durable

THÉMATIQUES PRIORITAIRES

Au travers de cet atelier qui a s'est déroulé toujours lors de la première journée, les participants se sont réunis en groupe de travail autour de thématiques, désignées en amont comme prioritaires pour les enjeux de développement:

GENRE • SANTÉ • MÉDIA • EDUCATION • FINANCES PUBLIQUES • ENVIRONNEMENT GOUVERNANCE LOCALE

Pendant quelques heures, ensemble, ils se sont attachés à identifier et décrire les données essentielles (et si disponibles, leur métadonnées) utiles pour ces secteurs et thématiques, et imaginer comment une meilleure valorisation de ces données (production, collecte, gestion et utilisation) pourrait bénéficier au secteur, en identifiant également les principaux acteurs et leaders et en définissant un impact mesurable.

Les participants ont ensuite restitué le fruit de leurs réflexions suivant le schéma suivant:

Y-a-t-il déjà des activités et actions existantes dans ce secteur ?

Quelles nouvelles actions pourraient venir améliorer ces activités ?

Quel serait l'impact sur le secteur ?

Il y a-t-il un projet existant que vous connaissez ?

Ci-dessous, un récapitulatif des groupes:

Gouvernance locale

Actions existantes: Budget participatif / Budget Citoyen / Suivi du Budget

Améliorations: Vulgarisation des outils, des contenus (BD, Infographies, Audio et Vidéo) et des processus (animation sociale, alphabétisation numérique)

Impact: Redevabilité/transparence, participation publique, mesure de la pertinence des politiques publiques, renforcement de la confiance citoyenne.

Projet: [Open ESR](#): Logiciel de contrôle citoyen des élections

Environnement

Actions existantes: Programme de reboisement, Terra Congo (cartographie l'évolution du couvert forestier), systèmes d'alertes précoces (SAP),

Améliorations: Données actualisées par localité sur l'impact du changement climatique: élévation du niveau de la mer, désertification, inondation, déforestation et reboisement, l'érosion des sols, le taux de pollution, biodiversité et espèces menacées.

Impact: Aider les populations à lutter contre les effets du changement climatique et de les atténuer (les inondations, l'assèchement des cours d'eau, la dégradation de la nappe phréatique, la désertification)
Avoir une vue globale de la situation nationale sur un phénomène donné afin de prendre des décisions adéquates en terme de gestion de crise

Projets: [Green Congo Dashboard](#): tableau de bord des données environnementales en Afrique centrale
[Sahel Databank](#): Fédérer les données agricoles des portails existants sur le sahel en vue de faciliter la prise de décision par les parties prenantes du secteur agricole.

Finances publiques

Impact: Améliorer la gestion des finances publiques et la compétence des gestionnaires des finances publiques

Susciter plus d'adhésion volontaire des citoyens aux taxes,

Faciliter le contrôle citoyen et leur permettre de mesurer le développement (indicateurs, investissements, résultats atteints)

Permettre d'endiguer/freiner la corruption, Contribuer à la transparence

Projets: [Open Spending Cameroun](#) Explorateur budgétaire des données du Cameroun.

Prochaines étapes, amélioration: Publier la nomenclature budgétaire en format ouvert exploitable. Rendre lisible les données budgétaires publiées au-delà de l'ouverture du budget, par visualisation de données par exemple.

Pour beaucoup d'initiatives, d'activités, on a besoin d'avoir accès à la nomenclature budgétaire en format exploitable

Éducation

Impact: faire des études sur l'impact de l'éducation sur la société, la capacité à trouver du travail, à s'intégrer et améliorer de façon immédiate l'offre éducative.

Améliorations: Instaurer un cadre législatif. Au Burkina, la loi sur l'école obligatoire, il existe un réel besoin de collecter les données pour faire respecter cette loi.

Faire valider les données collectées par Institut national de la statistique + associer tous les acteurs nécessaires pour définir les données: exemple sur le nom des villages, le nom des écoles etc...

Genre

Impact: Élaborer des politiques et des stratégies en TIC en consultation avec des personnes de tous les segments de la société. Confier les principes clés tels que la responsabilité, l'égalité et la non-discrimination, la participation, la transparence, l'autonomisation et la durabilité à tous et toutes.

Améliorations: essayer d'obtenir des données par genre par secteur (politique, éducation, santé, sécurité et bien-être social), donnée sur la contraception (accès, information, utilisation), l'accès aux TIC, la représentativité à des postes de prise de décision dans différents domaines: les activités économiques (commande publique, sources de revenus et moyens de subsistance, emploi, autonomisation des femmes/des couches vulnérables) et l'entrepreneuriat. Les données statistiques sur les violences basées sur le genre (combien de femmes en sont victimes.)

Projets: Femmes et TIC au Niger. Il s'agit de mettre en place une plateforme sur laquelle les femmes pourront y inscrire leurs compétences. Cette base de donnée permettra d'identifier les femmes potentielles pour des différents postes au Niger .

D - Engagements

ACTIONS PRIORITAIRES POUR LES PAYS D'AFRIQUE FRANCOPHONE

À l'issue de la journée, et en se basant sur les débats, échanges, conversations et réflexions élaborées au cours des différents ateliers, chaque participant est invité à s'engager à mener une ou plusieurs actions prioritaires dans leur pays et à collaborer avec les leaders des autres pays pour leur mise en œuvre.

Voici donc le résultat de cet atelier, qui a permis d'identifier et d'établir les défis, opportunités et les actions prioritaires à mettre en œuvre pour les pays d'Afrique francophone en termes de données ouvertes.

- 1 - Animation et renforcement du réseau CAFDO - 13 engagements
- 2 - Pédagogie, formation et renforcement des capacités - 13 engagements
- 3 - Former un réseau de data journalisme - 10 engagements
- 4 - Mesurer et évaluer (participation à GODI et Barometer) - 9 engagements
- 5 - Développer, enrichir et maintenir des portails nationaux Open Data - 7 engagements
- 6 - S'inscrire dans un effort de transparence et de redevabilité - 7 engagements
- 7 - Soutenir l'initiative du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert - 2 engagements

Journée 2: Partage d'expériences et sessions

La deuxième journée a été consacrée au dialogue et partage d'expériences à travers une rotation en petits groupes entre douze ateliers de quarante-cinq minutes sur des thèmes variés: mise en œuvre d'un portail de données ouvertes, création d'un réseau de journalistes de données, le pilotage de l'aide au développement par la donnée. Une journée qui a permis aux porteurs de projets, d'outils ou de communautés, de se présenter et d'échanger avec les participants. Toutes les présentations utilisées pendant les sessions sont disponibles sur le [Wiki](#).

Les sessions se sont réparties comme suivent:

- ▶ Initiative d'ouverture de données dans les pays francophones, le cas de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso (BODI)
- ▶ Introduction aux données humanitaires ouvertes par Humanitarian Data Exchange (HDX)
- ▶ Présentation d'OpenFisca ; Rendre le droit calculable: un moteur de calcul libre et ouvert pour modéliser le système socio-fiscal de manière collaborative et transparente, par Etalab
- ▶ L'Open data pour les médias, ça change quoi ?
- ▶ Retour d'expériences du programme Open Data Media de CFI
- ▶ Ouverture des données et éducation, Projet ASPENO (Atlas Scolaire Permanent Numérique de Ouagadougou) et NENDO (Nos Écoles Nos Données)
- ▶ Mise en partage des bases de données géographiques sur la ville au Burkina Faso. Partage des données avec Open Street Map Burkina.
- ▶ Utilisation des données ouvertes dans le processus de prise de décision: plusieurs approches, par Development Gateway. Plateforme de Gestion de l'Aide, Portail de données de l'ITIE, programme de suivi des Objectifs du Développement Durable.
- ▶ GODAN: La trousse à outils sur les données ouvertes pour l'Agriculture (AgPack)
- ▶ Présentation de la stratégie d'Open data de l'Etat français et de la plateforme data.gouv.fr
- ▶ Ouverture des données parlementaires, l'exemple du projet nosdeputes.bf
- ▶ Données IITA par Akvo: Comment augmenter l'utilisation des données ouvertes dans le domaine de l'aide internationale ? (IITA = Initiative Internationale pour la Transparence de l'Aide)
- ▶ Présentation de udata: moteur de data.gouv.fr, udata permet de développer des plateformes ouvertes et collaboratives de publication de données
- ▶ Afrique francophone, anglophone, comment dépasser la barrière linguistique pour les données ouvertes, par AODC

Journée 3: le Data Camp

Cette journée de travail collaboratif a permis aux participants de se constituer en équipes aux profils divers et variés, de pays d'origine et de compétences mixtes.

Vingt-deux équipes composées de personnes issues d'acteurs du développement, de chercheurs, d'analystes de données, d'activistes, de journalistes, d'administrateurs du secteur public, ou encore d'entrepreneurs du numérique, se sont retrouvées autour de projets présentés et pitchés la veille. Le détail des projets et de leurs participants est [sur le Wiki](#).

Le datacamp a mobilisé la journée durant et a abouti à la présentation des projets suivants:

AGRICULTURE

Sahel databank

Fédérer les données agricoles des portails existants sur le Sahel en vue de faciliter la prise de décision par les parties prenantes du secteur agricole.

Ce projet a également pour ambition de porter cette plateforme comme un outil de référence pour les parties prenantes des différents domaines agricoles, ainsi que de mettre en place d'un système d'alerte et de prévention de risque pour la production agricole.

ENVIRONNEMENT

Green Congo Dashboard

Tableau de bord des données environnementales dans le bassin du Congo et plus généralement étendu à l'Afrique centrale, **à destination de journalistes**.

GENRE

Femmes et TIC

Création d'une plateforme qui référence les expertes Nigériennes en fonction de leurs compétences.

JOURNALISME

IJ Afrique - Investigation et Journalisme en Afrique

Plateforme pour investigation transfrontalière en Afrique, avec mise à disposition de données pour faciliter le journalisme d'investigation en Afrique.

TRANSPARENCE

Données ouvertes sur les OSC

Une plateforme où les organisations de société civile pourra publier ses rapports moraux et financiers dans les normes IATI. Le projet vise à contribuer à la mise en place d'une société civile africaine intègre et redevable.

Outils collecte de données locales

Outils de collecte de données locales afin de développer une plateforme de transparence et de redevabilité sociale au Burkina Faso.

La loi 051 du CNT (2015) a donné un droit d'accès à l'information publique au Burkina Faso et selon le code général des collectivités territoriales a son article 11: *“Les habitants de la collectivité territoriale ont droit à l'information sur la gestion des affaires locales et notamment la mise à disposition des personnes physiques ou morales du budget et des comptes des collectivités territoriales.”* Le projet a pour objectif de rendre visible et accessible les Plans Annuels d'Investissement communaux (PAIC) (Budget, Plan de passation de marché, et partie des PDC). Cela va permettre de diffuser les données, de contrôler et d'évaluer la mise en oeuvre des plans annuels par le gouvernement et les citoyens.

GOUVERNANCE

Logiciel de Contrôle Citoyen des Elections (OpenESR)

Projet d'amélioration du projet OpenESR (Open Election Situation Room), un outil libre qui permet aux Organisations de la Société Civile d'observer en temps réel déroulement d'un scrutin, de compter de manière indépendante les votes. L'objectif de ce projet est d'outiller les Organisation de la Société Civile organisées en « Commission Electorale Citoyenne » dans les pays d'Afrique Francophone à faire un suivi citoyen des élections afin de détecter et corriger les anomalies et à prévenir les violences électorales.

Suivi des marchés publics

Mise en place d'une plateforme de suivi des marchés publics au Burkina.

Le gouvernement Burkinabè a pris de nouvelles dispositions pour la transparence et la rigueur dans le domaine des marchés publics, comme l'introduction du Système d'information intégré des marchés publics (SIMP) pour le traitement et la transmission de tout dossier.

Suivi Aide au Développement au Mali (SAID-Mali)

Le projet SAID-Mali est un projet de création de portail qui divulguera les données sur l'Aide au Développement alloué au Mali

Veille des députés - Zaamazoulouèssé (les préoccupations du peuple)

Projet de création d'un cadre physique et d'une plateforme numérique d'interaction entre les populations, élus locaux et députés. Ce projet cherche à augmenter l'efficacité du contrôle de l'action du Gouvernement par les élus du peuple (députés). Il se base sur la mise en place d'un portail open data publiant l'ensemble des informations qui proviennent au Parlement (lois de finances et toutes les lois, déclaration de politique générale du gouvernement et son plan d'action, les conventions de financement et de contrats, ...)

PARTAGE DE RESSOURCES

Mise en place d'un incubateur virtuel des données ouvertes

La plateforme des innovations (incubateur virtuel) est un portail pour la publication et l'échange de projets innovateurs de civic tech afin de donner de la visibilité, d'offrir un accompagnement et de trouver des financements.

Le site francophone de l'École des Données

Une structure pour organiser les ressources, organiser le partage de la connaissance sur l'open data en Français. L'objectif du projet est de recenser sur une plateforme unique les ressources utiles pour apprendre et se former à l'open data: vidéos, présentations, MOOC, index, guidelines etc. Où trouver des données ouvertes ? Qui sont les principaux acteurs dans mon pays ? Quel cadre législatif existant ? L'open data, pour quel impact ? (Case studies , rapports, investigations, blog posts..) Comment s'y prendre ? (outils et tutoriaux)

Plateforme open data du Mali et du Niger

Mise en place d'une plateforme de données ouvertes pour le Niger et le Mali

Le travail du data camp a abouti au déploiement et à la mise en ligne des deux plateformes avec trois jeux de données pour le Mali (santé, éducation, socio-économique) et un jeu de données pour le Niger (agrégats macro-économiques et santé).

Ces plateformes permettront de faire le plaidoyer sur la nécessité ainsi que les avantages d'un portail de données ouvertes dans les deux pays.

Données ouvertes de Mauritanie « Data.mr »

Le Projet vise à publier les données publiques de la Mauritanie en vue d'atteindre les objectifs de transparence de la vie publique. La Mauritanie participe à de nombreuses initiatives dans le domaine comme les programmes BOOST de la banque mondiale (publication de toutes les données budgétaires du pays depuis 2009) ou l'ITIE (Initiative de Transparence des Industries Extractives) mais est également à l'origine de la nouvelle initiative de transparence de la pêche lancée en Février 2016. La mise en place d'une initiative d'ouverture des données pourra donc fournir un cadre fédérateur dans lequel l'ensemble de ces initiatives pourront s'inscrire et publier leur données de façon centralisée et exploitable.

D'une conférence à une communauté

Le réseau CAFDO nouvellement constitué permettra de renforcer la capacité à produire, comprendre et utiliser les données numériques, à partager les clés d'une culture afin de la rendre accessible mais aussi d'initier la recherche dans la région et de mieux comprendre comment l'expérience des données ouvertes peut varier d'un pays à l'autre, d'un contexte à l'autre, tout en faisant ressortir les dénominateurs communs qui façonnent la constitution de communautés et la mise en œuvre d'initiatives.

La recherche et l'expérimentation au travers de projets locaux permettra de s'engager plus en profondeur dans la complexité des réalités de gouvernance existantes, ainsi que d'engager un dialogue nécessaire et un partage d'informations pour créer le changement.

L'implication tous les acteurs joue également un rôle crucial dans l'élaboration d'un écosystème fonctionnel. Par ailleurs, la question de l'inclusion se pose dans une région où environ 55% de la population vit en dehors des grandes villes et où l'accès à l'électricité, un réseau internet ou du matériel informatique ne va pas de soi. La technologie ne peut se suffire à elle-même, elle doit s'appuyer sur le terrain, les rencontres, les échanges humains et l'ouverture par-delà les obstacles.

De la sensibilisation des décideurs gouvernementaux à la valeur des données ouvertes aux actions d'initiation et de formation de terrain, toutes les activités visant à la diffusion de la culture des données ouvertes deviennent alors une priorité.

La première étape du plan d'action commun serait donc le renforcement des initiatives locales existantes, des groupes et personnes qui ont ouvert la voie et qui de leur expérience grandissante vont pouvoir venir éclairer celle de leur futurs compagnons de route, le réseau CAFDO ayant vocation à s'ouvrir, s'agrandir et accueillir ensuite la nouvelle génération sur la base du succès des projets pionniers.

La première conférence CAFDO de Ouagadougou s'est achevée sur la promesse de renouveler l'expérience, d'en faire un rendez-vous régulier pour la communauté francophone des données ouvertes, et d'accueillir pour la prochaine édition plus de pays et de participants engagés.

Recommandations

Plan d'action issu des réflexions de la conférence pour assurer la continuité du réseau CAFDO dans le respect de ses objectifs et le guider dans la réalisation des prochaines étapes:

- ▶ Accompagner les communautés, associations et groupes locaux dans leurs initiatives de projets d'ouverture de données.
- ▶ Soutenir la création de tiers-lieux d'innovation qui permettent la formation et la rencontre de ces communautés locales
- ▶ Encourager les événements locaux et nationaux en favorisant le partage de ressources, d'expérience et de connaissances
- ▶ Former à la littératie de données
- ▶ Appuyer la recherche et l'ouverture de données dans les thématiques de développement communes et prioritaires telles que l'environnement, la santé, l'éducation, le genre.
- ▶ Rendre le réseau inclusif et accueillant en favorisant l'intégration des minorités sous représentées
- ▶ Accompagner les gouvernements dans leurs efforts de transparence en instaurant des mécanismes de participation publique et citoyenne.
- ▶ Rejoindre les réseaux et standards internationaux existants pour faire vivre la communauté internationale (Publish What You Pay, Open Contracting Partnership..)

Annexe - Mur des engagements

LES ENGAGEMENTS RÉDIGÉS PAR LES PARTICIPANTS DÉTAILLÉS PAR CATÉGORIES

1 - Réseau CAFDO / Collaboration / Diffusion / Participation - 13 engagements

- ▶ Animer la vie du réseau via mailing list, réseaux sociaux ou toute autre plateforme
Malick Lingani
- ▶ Collaborer avec tous les pays, profiter de l'expérience des précurseurs pour éviter les mêmes erreurs et partager pour inspirer les nouveaux.
Karim Salawu, Open Data Côte d'Ivoire
- ▶ Support a strong Francophone presence at AODC 17
Kat Townsend
- ▶ Je m'engage à développer personnellement l'open data dans mon pays et à être actif dans le réseau. Partager les bonnes pratiques du réseau à Madagascar.
Fabienne Rafidiharirinirina, Association MAIDI
- ▶ Mon engagement est de remonter au réseau toutes les actions engagée au Togo par tous les acteurs en terme d'ouverture de données et de rester disponible en cas de besoin d'info sur le Togo.
Tobias Souleyman
- ▶ Je m'engage à partager des ressources avec le réseau
Mal ni
- ▶ Encourager des collaborations plus fortes pour le développement de l'éducation en Afrique et dans la diaspora
Dr Umaru
- ▶ Favoriser la création des pools nationaux et d'un cadre de divulgation des données ouvertes
- ▶ Je m'engage à aider l'initiative pays sur les données ouvertes en Côte d'Ivoire
Cyriac
- ▶ Faire connaître le réseau en Guinée
Fatima Camara
- ▶ Contribuer à la formation d'un réseau de chercheurs en open data en Afrique Francophone
Mawaki Chango
- ▶ Rejoindre un réseau et une liste de discussion de chercheurs en open data
Mawaki Chango
- ▶ Projet de développement d'une application mobile au profit du réseau.
Alfred Agode Kado D.

PÉDAGOGIE / FORMATION / RENFORCEMENT DES CAPACITÉS - 13 ENGAGEMENTS

- ▶ Poursuivre le travail de pédagogie et d'animation de la communauté
- ▶ Travailler pour un modèle pour inclusif en offrant des formations dans les langues mère.
- ▶ Accompagnement technique (Outils & expertise, PLTQ..)
Etalab, France
- ▶ Collecter des données et les ouvrir - Informer sur l'importance de la démarche open data
Salifou Sidbega
- ▶ Sensibiliser sur l'ouverture des données au niveau de l'ANSD
A. BA
- ▶ Diffusion et Pérennisation des acquis
- ▶ Travailler sur la capacitation des secteurs du réseau
Malick Lingani
- ▶ Agir pour une meilleure compréhension et utilisation des données ouvertes au Sénégal
Thomas
- ▶ Je m'engage une fois rentrée d'essayer de sensibiliser les acteurs compétents pour aller vers les données ouvertes, et essayer d'en être le point focal
- ▶ Faire la promotion de l'utilisation des données ouvertes et encourager la production des données ouvertes pour les chercheurs.
CSD
- ▶ Organiser des rencontres avec des jeunes au Mali pour leur expliquer les données ouvertes et les faire adhérer à cette cause.
Diéméba Dème, Mali
- ▶ Construire, animer et aider à renforcer les capacités d'une communauté Open Data en Guinée.
Fode Samikaqi

OUVERTURE ET PRODUCTION DE DONNÉES - 6 ENGAGEMENTS

- ▶ Produire et ouvrir les données de l'éducation
Wara Aboubacar, Ministère de l'Éducation Nationale
- ▶ Je m'engage à sensibiliser et à promouvoir la communication sur l'open data pour la diffusion des données du Programme d'Investissement Forestier du Burkina
Pauline Jaméjo
- ▶ Intégrer des jeux de données fournis par les administrations publiques, membres du système statistique national
A. BA
- ▶ Contribuer au développement de l'open data au Mali, notamment dans le domaine de la santé
Tidiane Ousmane Cherif
- ▶ Publier plus de données sur la plateforme ODP nationale
A. BA
- ▶ Produire des données fiables et ouvertes sur l'éducation
Nathalie Sidibé, Mali

OPEN DATA PORTALS - 7 ENGAGEMENTS

- ▶ Mettre en place un réseau de data journalistes au Bénin et en Afrique Francophone - Communiquer sur les réseaux sociaux - Collaborer avec les structures publiques à mettre en place une plateforme de données ouvertes
Maurice
- ▶ Mettre en place une équipe très dynamique pour l'Open Data et oeuvrer dans la création d'une plateforme pour la publication de données utiles à la population.
Ousmane Cherif, Tchad
- ▶ Mettre en place la plateforme nationale de données ouvertes dans mon pays.
- ▶ Soutenir activement la mise en place d'un portail Open Data National au Mali
T. Togola
- ▶ Mettre en place d'ici 1 an une plateforme Open Data et Open Source à la disposition de tous les pays du réseau n'ayant pas encore de plateforme nationale.
Karim Salawu, Open Data Côte d'Ivoire
- ▶ Mettre en place le portail national Open Data de la Mauritanie pour l'année 2018.
M.L Sahdi
- ▶ Je m'engage à porter le lead de l'initiative Open Data dans mon pays à travers la mise en place d'un portail de données ouvertes.
Safim, Tchad

JOURNALISME & MÉDIA - 10 ENGAGEMENTS

- ▶ Je m'engage à continuer à travailler pour plus de transparence et une meilleure utilisation des données pour le développement.
Ahmadou Dicko
- ▶ Aider à la vulgarisation des Open Data au Sénégal dans les médias.
Alexandre Lette
- ▶ Je m'engage à sensibiliser les journalistes de mon pays sur l'importance de l'open data et du data journalisme
Madeleine Ngeunga, Cameroun
- ▶ Je m'engage à parler d'open data sur mon blog
Gohi
- ▶ Promouvoir le data journalisme dans mon pays
Alain Binibangili - RD Congo
- ▶ Former les acteurs médias au Datajournalisme au Cameroun
Charlie Ngounou
- ▶ Enseigner le data journalisme aux jeunes journalistes de la Guinée.
Alfa Diallo
- ▶ Animer / Co-Animer le réseau de data journalistes d'Afrique Francophone
Justin
- ▶ Renforcer le personnel travaillant sur la plateforme Open Data du Sénégal
A. BA, Sénégal
- ▶ Je m'engage à réutiliser les données ouvertes pour informer le public à travers la presse.
Gaston Sawadogo

TRANSPARENCE / REDEVABILITÉ - 7 ENGAGEMENTS

- ▶ Mettre en place une plateforme de suivi de l'aide internationale au développement au niveau du Mali
Nathalie Sidibé, Mali
- ▶ Publier les budgets 2016 des communes au Cameroun en format ouvert
Charlie Ngounou
- ▶ Faire connaître les ressources IATI et leur potentiel pour la redevabilité
Yohanna
- ▶ Rendre disponible toutes les informations administratives aux usagers / citoyens
Barry Sidi, Burkina, MFPTPS
- ▶ Sensibiliser la communauté des bailleurs à l'importance des données ouvertes et au besoin de sou-

tenir ce réseau et ces initiatives. (à commencer par celui pour lequel je travaille)

- ▶ Je m'engage à mettre en oeuvre un projet de vulgarisation des lois à travers une plateforme de données ouvertes (TONANGNON)
Awassabi Idrissou
- ▶ Faciliter la publication des données sur les projets de développement des bailleurs de fonds.
Hélène, AFD

MESURE: INDEX ET BAROMÈTRE - 9 ENGAGEMENTS

- ▶ S'engager à travailler avec tous les pays pour l'adoption et la mise en pratique de la Charte Internationale de données ouvertes
Nenna / Web Foundation
- ▶ Contribuer à renseigner les plateformes internationales avec les données existantes sur la Guinée
Fode Samikayi
- ▶ Aujourd'hui la Tunisie a réussi à implémenter 32% de la Charte Open Data. Objectif: 70% dans les deux prochaines années.
- ▶ Publier l'état d'avancement de mon pays - Publier des analyses sur les plateformes utilisables et les démarches - Participer dans des forums de discussion.
- ▶ Je m'engage à vulgariser l'Open Data Index et l'Open Data Barometer au Niger. En particulier au niveau politique, renforcement des capacités, innovation et recherche.
Dr Ibrahim Zakari Sidi
- ▶ Appuyer un inventaire de données-clés par pays. (Open Data Index)
Pierre Chrzanowski
- ▶ Améliorer le classement du Sénégal dans les référentiels Open Data (GODI, Baromètre)
A.BA, Sénégal
- ▶ Monter un projet sur la mesure des données ouvertes et sur la création de mécanismes de diffusion des données ouvertes au plan local.
- ▶ Publier l'état d'avancement de mon pays en matière d'open data.
- ▶ Participation aux divers échanges + Documenter les industries ODD pour mon pays.

PARTENARIAT POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT - 2 ENGAGEMENTS

- ▶ Faire de la Guinée un pays membre de l'OGP
- ▶ Susciter une dynamique nationale en vue de l'adhésion du pays à l'OGP
Alain Binibangili - RD Congo

THÉMATIQUES PRIORITAIRES - 5 ENGAGEMENTS

- ▶ Vulgarisation des données libres en Afrique Francophone en impliquant les femmes à travers mes réseaux: Femmes & TIC + OSM
Fatiman Alher
- ▶ Je m'engage à travailler sur l'ouverture / la création et la mise dispo des données géographiques
- ▶ Publier en ligne les textes (lois, décrets, arrêtés) sur l'accès aux informations ou aux données administratives
Barry Sidi, Burkina, MFPTPS
- ▶ Rendre disponible toutes les données pour le développement de la vie quotidienne des Africains, en passant par la cartographie OSM
Fatiman Alher, Niger
- ▶ To have an African hub for offshore firms PEPs who are suspected to power abuse
Hirham Allam

RÉSUMÉ

La première conférence d'Afrique Francophone sur les Données Ouvertes (CAFDO 2017), organisée par le Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes (MDENP) à travers l'Agence Nationale de promotion des TIC du Burkina Faso, a rassemblé plus d'une centaine de personnes, parmi elles, des représentants de 22 pays venus d'Algérie, du Bénin, du Cameroun, du Canada, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Ghana, de l'Egypte, de la France, de Madagascar, du Mali, du Maroc, de la Mauritanie, du Niger, de la République Démocratique du Congo, du Sénégal, de la Tunisie, du Tchad et du Togo. Elle s'est tenue du 1er au 3 juin 2017 à Ouagadougou autour du thème « Apport des données ouvertes pour l'atteinte des objectifs du développement durable ».

Cette conférence a également rassemblé des personnes issues d'organisations de la société civile, du monde académique, d'administrations et du secteur privé, autour d'ateliers de discussion, de réflexions, mais aussi de tables rondes et d'un Data Camp. Tout au long des trois journées, une dynamique de réseau a permis de mobiliser les leaders africains francophones sur le thème de l'ouverture des données et d'identifier des collaborations régionales futures et concrètes sur différentes thématiques.

- ▶ 22 pays représentés
- ▶ 3 jours de conférence, sessions, débats, rencontres et DataCamp
- ▶ Un réseau régional qui rassemble les communautés locales et renforce les initiatives nationales

La première journée de la conférence s'est attachée à discuter des enjeux liés au processus de transformation des écosystèmes de données, des rôles que peuvent prendre chaque organisation ou institution dans ce mouvement, et d'identifier ensemble les besoins, priorités et capacités d'action. C'est ainsi que la diversité des acteurs et des organisations impliquées ont permis de mettre en lumière différents besoins en matière de renforcement de capacités, de cadres législatifs et politiques, d'infrastructures technologiques, d'outils ou de plateformes.

Émergence d'un réseau

Le réseau CAFDO est né face à la nécessité de rassemblement de la communauté francophone émergente se constituant autour des problématiques et sujets liés à l'open data.

A titre d'exemple, la communauté OpenStreetMap (OSM) peut faire figure de pionnière dans la région puisqu'elle a su se développer dès 2012 au Mali, en 2013 au Bénin, au Togo, au Sénégal et en Côte d'Ivoire et depuis 2015 au Burkina ou au Niger. Ces collaborations ont été particulièrement fortes lors de l'organisation et de la tenue des conférences 'State Of The Map' comme lors de celle qui s'est déroulée en 2015 au Burkina Faso ou au Togo la même année. Cette communauté a été renforcée avec la création du Projet Espace OSM Francophone (EOF) en 2013 et avec l'organisation de plusieurs événements dans la sous-région comme les forums annuels Innov'Africa où des cartocamp sont au programme.

Le projet EOF a suscité motivation, engagement et adhésion parmi la communauté OSM et démontre que la rencontre des différentes équipes nationales et la constitution d'un réseau francophone régional permet l'appui et le développement d'activités de renforcement de capacités destinées aux représentants de structures gouvernementales, internationales, acteurs académiques, du secteur privé, des TIC, des ONG et groupes de la société civile.

Dans cette dynamique, le réseau CAFDO a pour objectif de constituer une communauté de pays francophones du continent, avec en vue la création ou le renforcement de leurs écosystèmes nationaux et la création d'un cadre favorable à même d'appuyer le développement durable à travers les données.

En identifiant ensemble les problèmes communs, en partageant les exemples locaux et les bonnes pratiques, ainsi qu'en formulant des recommandations utiles dans les contextes régionaux, nationaux et locaux, ce réseau co-construit les bases d'un plan d'actions commun pour le développement des données ouvertes dans les pays participants, mais structure aussi une réflexion et un dialogue avec les réseaux anglophones voisins.

En face, la communauté d'Afrique anglophone s'est déjà constituée en réseau depuis plusieurs années, avec des points d'appui comme l'initiative Code for Africa, un réseau qui se concentre autour de la civic tech ou du journalisme de données, avec souvent des volets de formation à l'utilisation et la compréhension de données, ou encore du réseau Africa Open Data Network (AODN) et de la conférence régionale AODC. Ces réseaux concentrent ainsi les financements de bailleurs de fonds — principalement États-Uniens ([Omidyar Network](#)), Britanniques ([Open Data Institute](#)), Canadiens ([IDRC](#)) ou des coalitions ([Open Data for Development](#)) —, tout en ayant accès à la majorité des ressources ou documentations produites par les principaux acteurs de la sphère internationale de l'open data, car disponibles en anglais.

Il est important de noter que les gouvernements de certains pays d'Afrique francophone ont adhéré au Partenariat du Gouvernement Ouvert (Tunisie en 2014, Côte d'Ivoire en 2015 et Burkina Faso en 2016), et sont en train de mettre en place des plans d'action impliquant des actions favorisant l'accès à l'information, la participation citoyenne et l'ouverture de données. Ces pays ouvrent la voie et pourront faire profiter au réseau CAFDO de leurs expériences, tant au niveau gouvernemental, qu'au regard d'une société civile désireuse d'agir.

Le réseau CAFDO bénéficie du soutien du gouvernement Burkinabè en la personne de Madame Hadja Fatimata Ouattara Sanon, ministre du Développement de l'Économie Numérique et des Postes, ainsi que de Monsieur Clément Sawadogo, Ministre de la Fonction Publique du Travail et de la Protection Sociale, dont le Ministère coordonne la mise en place du plan d'action national du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert.

Le réseau bénéficie aussi de l'appui de certaines organisations internationales comme le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI), le Global Open Data for Agriculture and Nutrition (GODAN) et la Coordination Résidente du Système des Nations Unies au Burkina Faso.

Pour la première édition CAFDO a bénéficié de l'appui de CFI Média, AKVO, de l'Agence Française de Développement et de ETALAB.

SUMMARY

The first African Francophone Conference on Open Data (CAFDO 2017), organized by the Ministry of Development of the Digital Economy (MDENP) through the National Agency for the Promotion of ICTs in Burkina Faso, brought together more than a hundred people, among them were representatives from 22 countries in Africa and Europe. Among them; Algeria, Benin, Cameroon, Canada, Côte d'Ivoire, Guinea, Ghana, Egypt, France, Madagascar, Mali, Morocco, Mauritania, Niger, the Democratic Republic of Congo, Senegal, Tunisia, Chad and Togo. The conference was held June 1 -3 2017 in Ouagadougou, Burkina Faso.

This conference brought together people from civil society organizations, the academic world and administration, for discussion workshops, reflections, round tables and DataCamp. Throughout the three days, this dynamic network enabled African Francophone leaders to mobilize the theme of data openness and to identify areas for future regional collaborations.

- ▶ 22 countries represented
- ▶ 3 full days of conference, debates, meetings and DataCamp
- ▶ A regional network that represents the local communities and reinforces their national initiatives

The first day of the conference focused on discussing issues related to the process of transforming data ecosystems, the roles that each organization or institution can play in this process, and identifying the needs, priorities and actions. For example, the diversity of actors and organizations involved has highlighted different needs for capacity building, legislative and policy frameworks, technological infrastructure, tools and platforms.

The CAFDO network was created out of the need to bring together the French-speaking community, to discuss emerging issues and topics related to open data.

For example, the OpenStreetMap (OSM) community can be a pioneer for the region, since it has expanded to Mali in 2012, to Benin, Togo, Senegal and Côte d'Ivoire in 2013, since then to Burkina Faso or Niger in 2015. These collaborations have been particularly strong during the organization/hosting of the State of the Map conferences and during the launch of Burkina Faso or Togo the same year. This community was strengthened with the creation of Projet Espace OSM Francophone (EOF) in 2013 and with the organization of several events in the sub-region such as the annual Innov'Africa forums where cartocamps were on the agenda.

The EOF project generated motivation, engagement and support among the OSM community and demonstrated that the meeting of the various national teams and the creation of a regional Francophone network enabled the support and development of capacity building activities for representatives of Governmental, international, academic, private sector, ICT, NGOs and civil society groups.

In this context, the CAFDO network aims to establish a community of francophone countries on the continent, with a focus on the creation or strengthening of national ecosystems and the creation of a favorable framework to support data driven sustainable development. By jointly identifying common problems, sharing local examples and best practices, making useful recommendations in regional, national and local contexts, the network is able to co-build the basis for a shared action plan for the development of open data in the participating countries; while also creating structured reflection and dialogue with neighboring Anglophone networks.

On the other hand, the English-speaking African community has already formed a network since ___ with points of support such as the Code for Africa initiative, a network that focuses on civic tech or data journalism, often with training in data usage and comprehension, or the Africa Open Data Network (AODN) and the regional AODC conference. These networks concentrate on funding from donors - mainly Anglo-Saxon - while having access to the majority of the resources or documentation produced by the main players in the international sphere of open data, since they are available in English.

It is important to note that the governments of certain Francophone African countries have joined the Open Government Partnership (Tunisia in 2014, Côte d'Ivoire in 2015 and Burkina Faso in 2016).

These governments are in the process of putting in place action plans involving access to information, citizen participation and open data. These countries are paving the way for the CAFDO network to share their experiences, both at the governmental level and with a civil society willing to act.

The CAFDO network is supported by the Government of Burkina Faso - Mrs Hadja Fatimata Ouattara Sanon, Minister for the Development of the Digital Economy and Posts, and Mr Clément Sawadogo, Minister of Public Service of Labor and Social Protection, whose Ministry is coordinating the implementation of the National Partnership for an Open Government Action Plan.

A - État des Lieux de l'Open Data en Afrique Francophone

Des catalogues de données ouvertes sur le continent existent à travers d'une part le portail [OpenAfrica](#), un projet collectif du réseau Code for Africa, qui a rassemblé plus de 2500 jeux de données issus de 45 organisations de société civile différentes réparties sur le continent.

D'autre part, le portail [Open Data for Africa](#) développé par le Groupe de la Banque africaine de développement, rassemble par pays des données démographiques, économiques, des indicateurs de développement, des données sur les secteurs de l'énergie, l'agriculture, la santé ou l'éducation. Mais ces données sont publiées en anglais principalement même si quelques parties sont accessibles en français pour certains pays francophones (ex: [le Bénin](#))

La mise en place de portails de données ouvertes ([Côte d'Ivoire](#), [Burkina](#), [Maroc](#)) témoigne d'une volonté affichée par certains gouvernements de faire progresser l'agenda des données ouvertes au niveau national, mais l'avancement reste encore limité si on se réfère aux données de référence prises en compte dans le Global Open Data Index ou l'Open Data Barometer. De son côté, la société civile avance parallèlement pour faire avancer la transparence et/ou la participation citoyenne autour de sujets qui lui sont prioritaires comme les industries extractives, l'environnement, les marchés publics, etc.

QUELQUES FOCUS PAYS:

Bénin: le registre des sociétés enregistrées au Bénin est disponible [en pdf](#) sur le site de la CCIB, la Chambre de Commerce d'Industrie du Bénin, et existe [en .csv](#) depuis l'événement #HackFrancophonie¹, ainsi que des [statistiques](#) démographiques, économiques et sociales et les [budgets nationaux](#)².

Burkina Faso: le pays a lancé une initiative de données ouvertes en juin 2014. Le portail [data.gov.bf](#) fournit au public plus de 150 ensembles de données, principalement sur la santé et l'éducation. Côté société civile, l'organisation [ITICC](#)³ a développé le projet « Nos députés » qui vise à rendre accessible ce qui est produit à l'assemblée nationale (travaux de commission, séances plénières) ainsi que les votes et les amendements des députés, et permet également aux citoyens de contacter directement les représentants de l'Assemblée. D'autres plateformes fournissent des informations utiles sur [les entreprises inscrites au registre des sociétés](#), les [statistiques](#) démographiques et sociales disponibles

1 . L'open data camp #HackFrancophonie a réuni +8 pays de la Francophonie le 19 février 2016 à Paris

<https://www.etalab.gouv.fr/hackfrancophonie-un-open-data-camp-autour-des-donnees-ouvertes-par-les-pays-francophones>

2 . D'après IBP, International Budget Partnership

<http://www.internationalbudget.org/opening-budgets/open-budget-initiative/open-budget-survey/country-info/?country=be>

3 . Initiative TIC et Citoyenneté

en ligne. Enfin, la communauté Open Street Map cartographie activement le territoire via le projet [OpenStreetMap Burkina Faso](#).

- ▶ Côte d'Ivoire: depuis l'adhésion du pays au Partenariat pour un Gouvernement Ouvert en 2015, des initiatives en matière d'accès à l'information et d'ouverture de données se sont multipliées. Outre la mise en place de la Commission d'Accès à l'Information d'Intérêt Public et aux Documents Publics⁴ (CAIDP), et la publication de documents comme [la loi de finance mise en ligne](#) par le Ministère chargé du Budget, le pays s'est également doté d'un portail national de l'open data, [co-construit](#) entre le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale (CICG) et l'organisation [code.ci](#), dont le but est d'apporter des solutions technologiques aux défis sociaux en Côte d'Ivoire et qui souhaite continuer d'accompagner le gouvernement ivoirien dans la mise en place d'autres outils numériques d'intérêt public.
- ▶ Mali: La Direction Générale du Budget publie [sur un site dédié](#) les documents et annexes budgétaires relatives à la loi de finances 2017. En 2013, la société [Yeleman](#) spécialisée dans le numérique, a initié un portail d'open data⁵ afin de donner accès aux données des bureaux de vote et des candidats de l'élection présidentielle de 2013, mais aussi de la liste des écoles du Mali, ou encore des données codifiées de toutes les localités au Mali. De son côté le projet OpenStreetMap reste très actif dans son objectif double de renforcement de capacités (de personnes issues de la société civile ou de l'Institut Géographique Du Mali) et d'amélioration des cartes du pays, notamment la carte sanitaire (pharmacies et structures de santé) en s'inspirant du projet [Pharmacarte](#) d'OpenStreetMap Côte d'Ivoire.

Comment mesurer les progrès réalisés et l'évolution des politiques d'ouverture mises en place dans les pays ? D'après Idriss Tinto, ancien ambassadeur d'Open Knowledge Burkina, désormais chef de projet à l'Agence Nationale de Promotion des Technologies de l'Information du Burkina (ANPTIC), qui a présenté un état des lieux de l'Open Data en Afrique Francophone, une première réponse serait de se servir de la méthodologie proposée par l'[Open Data Index](#) et l'[Open Data Barometer](#). Ces deux outils permettent de mesurer 10 indicateurs à travers l'analyse de 15 catégories essentielles. (Finances publiques, statistiques, lois, qualité de l'eau, cartographie, etc.) **Sur 24 pays d'Afrique Francophone concernés, seuls 13 figurent actuellement dans un des classements.** Un premier axe de travail s'impose donc ici pour les pays qui souhaiteraient dans la prochaine édition faire figurer leurs efforts et leurs données disponibles. De nombreux représentants de la société civile présents lors de l'événement, ont démontré une forte motivation à se constituer en équipe et groupes de travail par pays dans l'année qui vient, afin de pouvoir s'approprier ces deux méthodologies et dans l'objectif d'améliorer les données existantes dans l'Open Data Index et l'Open Data Barometer, ou le cas échéant, de pouvoir représenter les avancées en open data pour les pays manquants dans ces classements.

4 . La loi d'accès à l'information date cependant de 2013 ([Source: Global Right to Information Rating](#))

















5 . Le portail <http://opendata.ml> n'est plus fonctionnel au moment de l'écriture du rapport.

Une autre idée soulevée par les participants lors de la présentation sur l'état des lieux de l'open data en Afrique Francophone, serait de s'appuyer sur des représentants régionaux de la société civile qui seraient responsables de compléter l'Index Mondial de l'Open Data pour leurs pays respectifs.

Analyse des résultats de l'Open Data Barometer pour les pays d'Afrique Francophone: un progrès observé pour le Burkina et une percée de la Côte d'Ivoire, mais des efforts peu représentatifs de la tendance régionale.

En partant du principe que les initiatives d'ouverture des données efficaces nécessitent une participation active du gouvernement, de la société civile et du secteur privé, le baromètre de l'open data propose de mesurer non pas la volonté de lancer une initiative ouverte sur les données du gouvernement, mais plutôt la volonté d'obtenir des résultats positifs venus d'une telle initiative. Par exemple en mesurant quelle est gamme d'activités et d'interventions qui favorisent ou ont favorisé l'engagement de ces trois composant et la réutilisation des données ouvertes.

C'est ainsi que pour les pays ayant participé au Baromètre en 2016, à savoir la Tunisie, le Burkina, le Togo, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Bénin, le Cameroun et le Mali, on peut faire le constat de l'influence positive du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert si l'on en juge par le classement des pays qui ont adhéré: Tunisie (50), Burkina Faso (67) et Côte d'Ivoire (93). Dans ces trois cas, l'indice qui évalue l'état de maturation des initiatives d'ouvertures de données sont relativement élevées compte tenu de la récente présence de l'open data dans les politiques gouvernementales et l'arrivée de ces pays sur la scène internationale.

Country	Rank ?	Score ? OUT OF 100	Change ?	Score Trend ? OVER PAST EDITIONS	Readiness ? OUT OF 100	Implementation ? OUT OF 100	Emerging Impact ? OUT OF 100
 Tunisia See details	50	32	-11 ▼		45	32	22
 Burkina Faso See details	67	22	3 ▲		31	16	28
 Togo See details	81	16	NEW		23	24	0
 Côte d'Ivoire See details	93	11	NEW		35	7	0
 Senegal See details	98	9	-28 ▼		24	9	0
 Benin See details	103	7	-27 ▼		13	13	0
 Cameroon See details	107	5	-29 ▼		12	5	7
 Mali See details	111	2	-23 ▼		12	3	0

B - Les Actions Prioritaires

FORMER • PRODUIRE • PUBLIER • COLLABORER • INFORMER • ÉVALUER

Lors d'un atelier tenu la première journée sur le rôle que les organisations de la société civile et les administrations peuvent tenir dans un écosystème des données ouvertes, des besoins communs de renforcements de capacités ont émergés. Les participants se sont répartis en groupes de travail (Innovation, Média, Standards, Politique, Production, Capacités, Recherche / Mesure de l'impact et Évaluation) dont la restitution des échanges est consultable sur le [wiki](#).

On peut extraire de ces groupes des pistes d'actions communes - Résumé:

Former A la littératie de données

Aux outils, à la culture, au traitement et à l'utilisation des données

Documenter Les expériences, les initiatives, les études de cas

Rassembler les ressources, les guides, et les contenus francophones

Produire Un inventaire de données par secteur

Encourager la recherche

Partager Les ressources, la recherche, les bonnes pratiques, les connaissances

Au travers de rencontres en ligne ou hors ligne et d'événements locaux

Collaborer Entre pairs, dans le réseau, lors de rencontres Sud-Sud

Constituer un réseau physique de tiers lieux dans chaque pays

Informier En inscrivant les données ouvertes dans l'agenda politique national

Réfléchir à un plaidoyer commun et renforcer l'accès à l'information

Évaluer Les efforts en participant à l'Index Mondial et au Baromètre des données ouvertes

Créer des groupes de travail et de recherche dans les pays du réseau

Voir le détail des recommandations des groupes:

1 - Formation

Développement de guides de bonnes pratiques sur l'utilisation des données ;

- ▶ Initiation aux différents formats de données et standards ;
- ▶ Formation aux outils de collecte de données ;
- ▶ Formation ouverte en ligne sur l'Open Data ;
- ▶ Formation des acteurs en commun: administration et société civile, média, etc... afin d'avoir un langage commun, de comprendre les intérêts de « l'autre » et ses intérêts propres à publier les données ;
- ▶ Formation continue avec une responsabilité du transfert des connaissances aux nouveaux venus ;
- ▶ Sensibiliser la société civile à la prise en main des données, à l'utilité de ces données.

Exemple: en Guinée, comment une organisation de société civile qui milite pour l'accès à l'eau peut publier et utiliser les données ? Devant la multitude de données disponibles, il faut être capable d'en retirer une première analyse.

2 - Documentation

- ▶ Mise en place de plateformes Open Data nationales ;
- ▶ Banque de donnée des initiatives, projets existants dans chaque pays ;
- ▶ Besoin de recenser les illustrations concrètes sur un site et les bonnes pratiques pour aider les autres OSC et administrations ;
- ▶ Faire comprendre aux administrations que la culture de l'ouverture constitue un avantage autre que donner de la visibilité.
- ▶ Rassembler dans un endroit unique, par ex. le site de l'École des données, l'ensemble des ressources disponibles en français, contenus et formation déjà produites, guides pratiques, curricula en français, bonnes pratiques et cas concrets ;
- ▶ Les outils référencés et qui peuvent être utilisés par d'autres ; (OGP Toolbox) ;
- ▶ Travailler sur la simplification pour que les données soient accessibles au niveau de compréhension des populations: de tout utilisateur (documentations associées aux données) mais aussi aux administrations (dynamique d'échanges des données).

3 - Collaboration

- ▶ Organiser dans le réseau CAFDO des compétitions de type Challenges/Hackathons ;
- ▶ Création d'un réseau de data-journalistes en Afrique francophone avec animation de Data Kawa, des rencontres physiques organisées par chaque leader du réseau dans chaque pays ;
- ▶ Fédérer la société civile au niveau national autour d'ateliers de concertation société civile et administration ;
- ▶ Partage de cas et de modèles de réussite innovantes avec l'open data ;
- ▶ Favoriser la Coopération Sud-Sud: importante pour échanger les bonnes pratiques mais aussi éviter les écueils que les uns et les autres ont pu affronter dans des situations souvent similaires ;
- ▶ Ouverture des cloisons disciplinaires dans la recherche.

4 - Evaluation

Depuis que la Charte Internationale des données ouvertes "open data charter" est lancée, les pays et les producteurs de données veulent que le bénéfice de l'utilisation des données soit montré. Ex en Côte d'Ivoire ou au Ghana.

- ▶ Participation plus conséquente des pays impliqués dans une politique d'ouverture de données aux outils de mesure d'impact et d'évaluation: Open Data Index et Open Data Barometer ;
- ▶ Initiation d'un baromètre sur le niveau de transparence des pays membres du Réseau CAFDO (Baromètre CAFDO) ainsi que la contribution de CAFDO sur l'amélioration de ce niveau de transparence.

5 - Information

- ▶ Reconnaissance du droit à l'information ;
- ▶ Inscrire les données ouvertes dans les agendas politiques nationaux ;
- ▶ S'assurer que le cadre juridique est suffisant pour obliger l'état à le faire ;
- ▶ Identifier un objectif politique à l'ouverture des données. Ex. en Guinée: la transparence budgétaire a été utilisée pour améliorer la confiance entre les citoyens et le gouvernement ;
- ▶ Sensibilisation et communication: importance d'avoir des exemples concrets de l'utilité de l'OD pour sensibiliser les administrations ;
- ▶ Porter le plaidoyer au niveau régional et international ;

- ▶ L'accès à l'information est perçu comme une des causes de la rébellion => besoin d'améliorer la communication gouvernementale ;
- ▶ Séparer les besoins liés à la transparence politique de celles réutilisables pour créer de la valeur économique.

6 - Produire

- ▶ Travail d'inventaire de données à réaliser ;
- ▶ Le développement d'une plateforme de données ouvertes en Côte d'Ivoire comprenant notamment des données budgétaires a montré au gouvernement que cela leur faisait respecter les normes internationales de l'OGP ;
- ▶ Besoin de subventions pour projets pilotes sectoriels et non directement nationaux ;
- ▶ A la rencontre des parties prenantes pour disséminer les résultats des recherches: codeurs / activistes / politiques ;
- ▶ Créer un cadre de rencontres entre les décideurs ;
- ▶ Encourager la recherche dans les nouvelles disciplines.

C - Les données ouvertes au service du développement durable

THÉMATIQUES PRIORITAIRES

Au travers de cet atelier qui a s'est déroulé toujours lors de la première journée, les participants se sont réunis en groupe de travail autour de thématiques, désignées en amont comme prioritaires pour les enjeux de développement:

GENRE • SANTÉ • MÉDIA • EDUCATION • FINANCES PUBLIQUES • ENVIRONNEMENT GOUVERNANCE LOCALE

Pendant quelques heures, ensemble, ils se sont attachés à identifier et décrire les données essentielles (et si disponibles, leur métadonnées) utiles pour ces secteurs et thématiques, et imaginer comment une meilleure valorisation de ces données (production, collecte, gestion et utilisation) pourrait bénéficier au secteur, en identifiant également les principaux acteurs et leaders et en définissant un impact mesurable.

Les participants ont ensuite restitué le fruit de leurs réflexions suivant le schéma suivant:

Y-a-t-il déjà des activités et actions existantes dans ce secteur ?

Quelles nouvelles actions pourraient venir améliorer ces activités ?

Quel serait l'impact sur le secteur ?

Il y a-t-il un projet existant que vous connaissez ?

Ci-dessous, un récapitulatif des groupes:

Gouvernance locale

Actions existantes: Budget participatif / Budget Citoyen / Suivi du Budget

Améliorations: Vulgarisation des outils, des contenus (BD, Infographies, Audio et Vidéo) et des processus (animation sociale, alphabétisation numérique)

Impact: Redevabilité/transparence, participation publique, mesure de la pertinence des politiques publiques, renforcement de la confiance citoyenne.

Projet: [Open ESR](#): Logiciel de contrôle citoyen des élections

Environnement

Actions existantes: Programme de reboisement, Terra Congo (cartographie l'évolution du couvert forestier), systèmes d'alertes précoces (SAP),

Améliorations: Données actualisées par localité sur l'impact du changement climatique: élévation du niveau de la mer, désertification, inondation, déforestation et reboisement, l'érosion des sols, le taux de pollution, biodiversité et espèces menacées.

Impact: Aider les populations à lutter contre les effets du changement climatique et de les atténuer (les inondations, l'assèchement des cours d'eau, la dégradation de la nappe phréatique, la désertification)
Avoir une vue globale de la situation nationale sur un phénomène donné afin de prendre des décisions adéquates en terme de gestion de crise

Projets: [Green Congo Dashboard](#): tableau de bord des données environnementales en Afrique centrale
[Sahel Databank](#): Fédérer les données agricoles des portails existants sur le sahel en vue de faciliter la prise de décision par les parties prenantes du secteur agricole.

Finances publiques

Impact: Améliorer la gestion des finances publiques et la compétence des gestionnaires des finances publiques

Susciter plus d'adhésion volontaire des citoyens aux taxes,

Faciliter le contrôle citoyen et leur permettre de mesurer le développement (indicateurs, investissements, résultats atteints)

Permettre d'endiguer/freiner la corruption, Contribuer à la transparence

Projets: [Open Spending Cameroun](#) Explorateur budgétaire des données du Cameroun.

Prochaines étapes, amélioration: Publier la nomenclature budgétaire en format ouvert exploitable. Rendre lisible les données budgétaires publiées au-delà de l'ouverture du budget, par visualisation de données par exemple.

Pour beaucoup d'initiatives, d'activités, on a besoin d'avoir accès à la nomenclature budgétaire en format exploitable

Éducation

Impact: faire des études sur l'impact de l'éducation sur la société, la capacité à trouver du travail, à s'intégrer et améliorer de façon immédiate l'offre éducative.

Améliorations: Instaurer un cadre législatif. Au Burkina, la loi sur l'école obligatoire, il existe un réel besoin de collecter les données pour faire respecter cette loi.

Faire valider les données collectées par Institut national de la statistique + associer tous les acteurs nécessaires pour définir les données: exemple sur le nom des villages, le nom des écoles etc...

Genre

Impact: Élaborer des politiques et des stratégies en TIC en consultation avec des personnes de tous les segments de la société. Confier les principes clés tels que la responsabilité, l'égalité et la non-discrimination, la participation, la transparence, l'autonomisation et la durabilité à tous et toutes.

Améliorations: essayer d'obtenir des données par genre par secteur (politique, éducation, santé, sécurité et bien-être social), donnée sur la contraception (accès, information, utilisation), l'accès aux TIC, la représentativité à des postes de prise de décision dans différents domaines: les activités économiques (commande publique, sources de revenus et moyens de subsistance, emploi, autonomisation des femmes/des couches vulnérables) et l'entrepreneuriat. Les données statistiques sur les violences basées sur le genre (combien de femmes en sont victimes.)

Projets: Femmes et TIC au Niger. Il s'agit de mettre en place une plateforme sur laquelle les femmes pourront y inscrire leurs compétences. Cette base de donnée permettra d'identifier les femmes potentielles pour des différents postes au Niger .

D - Engagements

ACTIONS PRIORITAIRES POUR LES PAYS D'AFRIQUE FRANCOPHONE

À l'issue de la journée, et en se basant sur les débats, échanges, conversations et réflexions élaborées au cours des différents ateliers, chaque participant est invité à s'engager à mener une ou plusieurs actions prioritaires dans leur pays et à collaborer avec les leaders des autres pays pour leur mise en œuvre.

Voici donc le résultat de cet atelier, qui a permis d'identifier et d'établir les défis, opportunités et les actions prioritaires à mettre en œuvre pour les pays d'Afrique francophone en termes de données ouvertes.

- 1 - Animation et renforcement du réseau CAFDO - 13 engagements
- 2 - Pédagogie, formation et renforcement des capacités - 13 engagements
- 3 - Former un réseau de data journalisme - 10 engagements
- 4 - Mesurer et évaluer (participation à GODI et Barometer) - 9 engagements
- 5 - Développer, enrichir et maintenir des portails nationaux Open Data - 7 engagements
- 6 - S'inscrire dans un effort de transparence et de redevabilité - 7 engagements
- 7 - Soutenir l'initiative du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert - 2 engagements

Journée 2: Partage d'expériences et sessions

La deuxième journée a été consacrée au dialogue et partage d'expériences à travers une rotation en petits groupes entre douze ateliers de quarante-cinq minutes sur des thèmes variés: mise en œuvre d'un portail de données ouvertes, création d'un réseau de journalistes de données, le pilotage de l'aide au développement par la donnée. Une journée qui a permis aux porteurs de projets, d'outils ou de communautés, de se présenter et d'échanger avec les participants. Toutes les présentations utilisées pendant les sessions sont disponibles sur le [Wiki](#).

Les sessions se sont réparties comme suivent:

- ▶ Initiative d'ouverture de données dans les pays francophones, le cas de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso (BODI)
- ▶ Introduction aux données humanitaires ouvertes par Humanitarian Data Exchange (HDX)
- ▶ Présentation d'OpenFisca ; Rendre le droit calculable: un moteur de calcul libre et ouvert pour modéliser le système socio-fiscal de manière collaborative et transparente, par Etalab
- ▶ L'Open data pour les médias, ça change quoi ?
- ▶ Retour d'expériences du programme Open Data Media de CFI
- ▶ Ouverture des données et éducation, Projet ASPENO (Atlas Scolaire Permanent Numérique de Ouagadougou) et NENDO (Nos Écoles Nos Données)
- ▶ Mise en partage des bases de données géographiques sur la ville au Burkina Faso. Partage des données avec Open Street Map Burkina.
- ▶ Utilisation des données ouvertes dans le processus de prise de décision: plusieurs approches, par Development Gateway. Plateforme de Gestion de l'Aide, Portail de données de l'ITIE, programme de suivi des Objectifs du Développement Durable.
- ▶ GODAN: La trousse à outils sur les données ouvertes pour l'Agriculture (AgPack)
- ▶ Présentation de la stratégie d'Open data de l'Etat français et de la plateforme data.gouv.fr
- ▶ Ouverture des données parlementaires, l'exemple du projet nosdeputes.bf
- ▶ Données IITA par Akvo: Comment augmenter l'utilisation des données ouvertes dans le domaine de l'aide internationale ? (IITA = Initiative Internationale pour la Transparence de l'Aide)
- ▶ Présentation de udata: moteur de data.gouv.fr, udata permet de développer des plateformes ouvertes et collaboratives de publication de données
- ▶ Afrique francophone, anglophone, comment dépasser la barrière linguistique pour les données ouvertes, par AODC

Journée 3: le Data Camp

Cette journée de travail collaboratif a permis aux participants de se constituer en équipes aux profils divers et variés, de pays d'origine et de compétences mixtes.

Vingt-deux équipes composées de personnes issues d'acteurs du développement, de chercheurs, d'analystes de données, d'activistes, de journalistes, d'administrateurs du secteur public, ou encore d'entrepreneurs du numérique, se sont retrouvées autour de projets présentés et pitchés la veille. Le détail des projets et de leurs participants est [sur le Wiki](#).

Le datacamp a mobilisé la journée durant et a abouti à la présentation des projets suivants:

AGRICULTURE

Sahel databank

Fédérer les données agricoles des portails existants sur le Sahel en vue de faciliter la prise de décision par les parties prenantes du secteur agricole.

Ce projet a également pour ambition de porter cette plateforme comme un outil de référence pour les parties prenantes des différents domaines agricoles, ainsi que de mettre en place d'un système d'alerte et de prévention de risque pour la production agricole.

ENVIRONNEMENT

Green Congo Dashboard

Tableau de bord des données environnementales dans le bassin du Congo et plus généralement étendu à l'Afrique centrale, **à destination de journalistes**.

GENRE

Femmes et TIC

Création d'une plateforme qui référence les expertes Nigériennes en fonction de leurs compétences.

JOURNALISME

IJ Afrique - Investigation et Journalisme en Afrique

Plateforme pour investigation transfrontalière en Afrique, avec mise à disposition de données pour faciliter le journalisme d'investigation en Afrique.

TRANSPARENCE

Données ouvertes sur les OSC

Une plateforme où les organisations de société civile pourra publier ses rapports moraux et financiers dans les normes IATI. Le projet vise à contribuer à la mise en place d'une société civile africaine intègre et redevable.

Outils collecte de données locales

Outils de collecte de données locales afin de développer une plateforme de transparence et de redevabilité sociale au Burkina Faso.

La loi 051 du CNT (2015) a donné un droit d'accès à l'information publique au Burkina Faso et selon le code général des collectivités territoriales a son article 11: *“Les habitants de la collectivité territoriale ont droit à l'information sur la gestion des affaires locales et notamment la mise à disposition des personnes physiques ou morales du budget et des comptes des collectivités territoriales.”* Le projet a pour objectif de rendre visible et accessible les Plans Annuels d'Investissement communaux (PAIC) (Budget, Plan de passation de marché, et partie des PDC). Cela va permettre de diffuser les données, de contrôler et d'évaluer la mise en oeuvre des plans annuels par le gouvernement et les citoyens.

GOUVERNANCE

Logiciel de Contrôle Citoyen des Elections (OpenESR)

Projet d'amélioration du projet OpenESR (Open Election Situation Room), un outil libre qui permet aux Organisations de la Société Civile d'observer en temps réel déroulement d'un scrutin, de compter de manière indépendante les votes. L'objectif de ce projet est d'outiller les Organisation de la Société Civile organisées en « Commission Electorale Citoyenne » dans les pays d'Afrique Francophone à faire un suivi citoyen des élections afin de détecter et corriger les anomalies et à prévenir les violences électorales.

Suivi des marchés publics

Mise en place d'une plateforme de suivi des marchés publics au Burkina.

Le gouvernement Burkinabè a pris de nouvelles dispositions pour la transparence et la rigueur dans le domaine des marchés publics, comme l'introduction du Système d'information intégré des marchés publics (SIMP) pour le traitement et la transmission de tout dossier.

Suivi Aide au Développement au Mali (SAID-Mali)

Le projet SAID-Mali est un projet de création de portail qui divulguera les données sur l'Aide au Développement alloué au Mali

Veille des députés - Zaamazoulouèssé (les préoccupations du peuple)

Projet de création d'un cadre physique et d'une plateforme numérique d'interaction entre les populations, élus locaux et députés. Ce projet cherche à augmenter l'efficacité du contrôle de l'action du Gouvernement par les élus du peuple (députés). Il se base sur la mise en place d'un portail open data publiant l'ensemble des informations qui proviennent au Parlement (lois de finances et toutes les lois, déclaration de politique générale du gouvernement et son plan d'action, les conventions de financement et de contrats, ...)

PARTAGE DE RESSOURCES

Mise en place d'un incubateur virtuel des données ouvertes

La plateforme des innovations (incubateur virtuel) est un portail pour la publication et l'échange de projets innovateurs de civic tech afin de donner de la visibilité, d'offrir un accompagnement et de trouver des financements.

Le site francophone de l'École des Données

Une structure pour organiser les ressources, organiser le partage de la connaissance sur l'open data en Français. L'objectif du projet est de recenser sur une plateforme unique les ressources utiles pour apprendre et se former à l'open data: vidéos, présentations, MOOC, index, guidelines etc. Où trouver des données ouvertes ? Qui sont les principaux acteurs dans mon pays ? Quel cadre législatif existant ? L'open data, pour quel impact ? (Case studies , rapports, investigations, blog posts..) Comment s'y prendre ? (outils et tutoriaux)

Plateforme open data du Mali et du Niger

Mise en place d'une plateforme de données ouvertes pour le Niger et le Mali

Le travail du data camp a abouti au déploiement et à la mise en ligne des deux plateformes avec trois jeux de données pour le Mali (santé, éducation, socio-économique) et un jeu de données pour le Niger (agrégats macro-économiques et santé).

Ces plateformes permettront de faire le plaidoyer sur la nécessité ainsi que les avantages d'un portail de données ouvertes dans les deux pays.

Données ouvertes de Mauritanie « Data.mr »

Le Projet vise à publier les données publiques de la Mauritanie en vue d'atteindre les objectifs de transparence de la vie publique. La Mauritanie participe à de nombreuses initiatives dans le domaine comme les programmes BOOST de la banque mondiale (publication de toutes les données budgétaires du pays depuis 2009) ou l'ITIE (Initiative de Transparence des Industries Extractives) mais est également à l'origine de la nouvelle initiative de transparence de la pêche lancée en Février 2016. La mise en place d'une initiative d'ouverture des données pourra donc fournir un cadre fédérateur dans lequel l'ensemble de ces initiatives pourront s'inscrire et publier leur données de façon centralisée et exploitable.

D'une conférence à une communauté

Le réseau CAFDO nouvellement constitué permettra de renforcer la capacité à produire, comprendre et utiliser les données numériques, à partager les clés d'une culture afin de la rendre accessible mais aussi d'initier la recherche dans la région et de mieux comprendre comment l'expérience des données ouvertes peut varier d'un pays à l'autre, d'un contexte à l'autre, tout en faisant ressortir les dénominateurs communs qui façonnent la constitution de communautés et la mise en œuvre d'initiatives.

La recherche et l'expérimentation au travers de projets locaux permettra de s'engager plus en profondeur dans la complexité des réalités de gouvernance existantes, ainsi que d'engager un dialogue nécessaire et un partage d'informations pour créer le changement.

L'implication tous les acteurs joue également un rôle crucial dans l'élaboration d'un écosystème fonctionnel. Par ailleurs, la question de l'inclusion se pose dans une région où environ 55% de la population vit en dehors des grandes villes et où l'accès à l'électricité, un réseau internet ou du matériel informatique ne va pas de soi. La technologie ne peut se suffire à elle-même, elle doit s'appuyer sur le terrain, les rencontres, les échanges humains et l'ouverture par-delà les obstacles.

De la sensibilisation des décideurs gouvernementaux à la valeur des données ouvertes aux actions d'initiation et de formation de terrain, toutes les activités visant à la diffusion de la culture des données ouvertes deviennent alors une priorité.

La première étape du plan d'action commun serait donc le renforcement des initiatives locales existantes, des groupes et personnes qui ont ouvert la voie et qui de leur expérience grandissante vont pouvoir venir éclairer celle de leur futurs compagnons de route, le réseau CAFDO ayant vocation à s'ouvrir, s'agrandir et accueillir ensuite la nouvelle génération sur la base du succès des projets pionniers.

La première conférence CAFDO de Ouagadougou s'est achevée sur la promesse de renouveler l'expérience, d'en faire un rendez-vous régulier pour la communauté francophone des données ouvertes, et d'accueillir pour la prochaine édition plus de pays et de participants engagés.

Recommandations

Plan d'action issu des réflexions de la conférence pour assurer la continuité du réseau CAFDO dans le respect de ses objectifs et le guider dans la réalisation des prochaines étapes:

- ▶ Accompagner les communautés, associations et groupes locaux dans leurs initiatives de projets d'ouverture de données.
- ▶ Soutenir la création de tiers-lieux d'innovation qui permettent la formation et la rencontre de ces communautés locales
- ▶ Encourager les événements locaux et nationaux en favorisant le partage de ressources, d'expérience et de connaissances
- ▶ Former à la littératie de données
- ▶ Appuyer la recherche et l'ouverture de données dans les thématiques de développement communes et prioritaires telles que l'environnement, la santé, l'éducation, le genre.
- ▶ Rendre le réseau inclusif et accueillant en favorisant l'intégration des minorités sous représentées
- ▶ Accompagner les gouvernements dans leurs efforts de transparence en instaurant des mécanismes de participation publique et citoyenne.
- ▶ Rejoindre les réseaux et standards internationaux existants pour faire vivre la communauté internationale (Publish What You Pay, Open Contracting Partnership..)

Annexe - Mur des engagements

LES ENGAGEMENTS RÉDIGÉS PAR LES PARTICIPANTS DÉTAILLÉS PAR CATÉGORIES

1 - Réseau CAFDO / Collaboration / Diffusion / Participation - 13 engagements

- ▶ Animer la vie du réseau via mailing list, réseaux sociaux ou toute autre plateforme
Malick Lingani
- ▶ Collaborer avec tous les pays, profiter de l'expérience des précurseurs pour éviter les mêmes erreurs et partager pour inspirer les nouveaux.
Karim Salawu, Open Data Côte d'Ivoire
- ▶ Support a strong Francophone presence at AODC 17
Kat Townsend
- ▶ Je m'engage à développer personnellement l'open data dans mon pays et à être actif dans le réseau. Partager les bonnes pratiques du réseau à Madagascar.
Fabienne Rafidiharirinirina, Association MAIDI
- ▶ Mon engagement est de remonter au réseau toutes les actions engagée au Togo par tous les acteurs en terme d'ouverture de données et de rester disponible en cas de besoin d'info sur le Togo.
Tobias Souleyman
- ▶ Je m'engage à partager des ressources avec le réseau
Mal ni
- ▶ Encourager des collaborations plus fortes pour le développement de l'éducation en Afrique et dans la diaspora
Dr Umaru
- ▶ Favoriser la création des pools nationaux et d'un cadre de divulgation des données ouvertes
- ▶ Je m'engage à aider l'initiative pays sur les données ouvertes en Côte d'Ivoire
Cyriac
- ▶ Faire connaître le réseau en Guinée
Fatima Camara
- ▶ Contribuer à la formation d'un réseau de chercheurs en open data en Afrique Francophone
Mawaki Chango
- ▶ Rejoindre un réseau et une liste de discussion de chercheurs en open data
Mawaki Chango
- ▶ Projet de développement d'une application mobile au profit du réseau.
Alfred Agode Kado D.

PÉDAGOGIE / FORMATION / RENFORCEMENT DES CAPACITÉS - 13 ENGAGEMENTS

- ▶ Poursuivre le travail de pédagogie et d'animation de la communauté
- ▶ Travailler pour un modèle pour inclusif en offrant des formations dans les langues mère.
- ▶ Accompagnement technique (Outils & expertise, PLTQ..)
Etalab, France
- ▶ Collecter des données et les ouvrir - Informer sur l'importance de la démarche open data
Salifou Sidbega
- ▶ Sensibiliser sur l'ouverture des données au niveau de l'ANSD
A. BA
- ▶ Diffusion et Pérennisation des acquis
- ▶ Travailler sur la capacitation des secteurs du réseau
Malick Lingani
- ▶ Agir pour une meilleure compréhension et utilisation des données ouvertes au Sénégal
Thomas
- ▶ Je m'engage une fois rentrée d'essayer de sensibiliser les acteurs compétents pour aller vers les données ouvertes, et essayer d'en être le point focal
- ▶ Faire la promotion de l'utilisation des données ouvertes et encourager la production des données ouvertes pour les chercheurs.
CSD
- ▶ Organiser des rencontres avec des jeunes au Mali pour leur expliquer les données ouvertes et les faire adhérer à cette cause.
Diéméba Dème, Mali
- ▶ Construire, animer et aider à renforcer les capacités d'une communauté Open Data en Guinée.
Fode Samikaqi

OUVERTURE ET PRODUCTION DE DONNÉES - 6 ENGAGEMENTS

- ▶ Produire et ouvrir les données de l'éducation
Wara Aboubacar, Ministère de l'Éducation Nationale
- ▶ Je m'engage à sensibiliser et à promouvoir la communication sur l'open data pour la diffusion des données du Programme d'Investissement Forestier du Burkina
Pauline Jaméjo
- ▶ Intégrer des jeux de données fournis par les administrations publiques, membres du système statistique national
A. BA
- ▶ Contribuer au développement de l'open data au Mali, notamment dans le domaine de la santé
Tidiane Ousmane Cherif
- ▶ Publier plus de données sur la plateforme ODP nationale
A. BA
- ▶ Produire des données fiables et ouvertes sur l'éducation
Nathalie Sidibé, Mali

OPEN DATA PORTALS - 7 ENGAGEMENTS

- ▶ Mettre en place un réseau de data journalistes au Bénin et en Afrique Francophone - Communiquer sur les réseaux sociaux - Collaborer avec les structures publiques à mettre en place une plateforme de données ouvertes
Maurice
- ▶ Mettre en place une équipe très dynamique pour l'Open Data et oeuvrer dans la création d'une plateforme pour la publication de données utiles à la population.
Ousmane Cherif, Tchad
- ▶ Mettre en place la plateforme nationale de données ouvertes dans mon pays.
- ▶ Soutenir activement la mise en place d'un portail Open Data National au Mali
T. Togola
- ▶ Mettre en place d'ici 1 an une plateforme Open Data et Open Source à la disposition de tous les pays du réseau n'ayant pas encore de plateforme nationale.
Karim Salawu, Open Data Côte d'Ivoire
- ▶ Mettre en place le portail national Open Data de la Mauritanie pour l'année 2018.
M.L Sahdi
- ▶ Je m'engage à porter le lead de l'initiative Open Data dans mon pays à travers la mise en place d'un portail de données ouvertes.
Safim, Tchad

JOURNALISME & MÉDIA - 10 ENGAGEMENTS

- ▶ Je m'engage à continuer à travailler pour plus de transparence et une meilleure utilisation des données pour le développement.
Ahmadou Dicko
- ▶ Aider à la vulgarisation des Open Data au Sénégal dans les médias.
Alexandre Lette
- ▶ Je m'engage à sensibiliser les journalistes de mon pays sur l'importance de l'open data et du data journalisme
Madeleine Ngeunga, Cameroun
- ▶ Je m'engage à parler d'open data sur mon blog
Gohi
- ▶ Promouvoir le data journalisme dans mon pays
Alain Binibangili - RD Congo
- ▶ Former les acteurs médias au Datajournalisme au Cameroun
Charlie Ngounou
- ▶ Enseigner le data journalisme aux jeunes journalistes de la Guinée.
Alfa Diallo
- ▶ Animer / Co-Animer le réseau de data journalistes d'Afrique Francophone
Justin
- ▶ Renforcer le personnel travaillant sur la plateforme Open Data du Sénégal
A. BA, Sénégal
- ▶ Je m'engage à réutiliser les données ouvertes pour informer le public à travers la presse.
Gaston Sawadogo

TRANSPARENCE / REDEVABILITÉ - 7 ENGAGEMENTS

- ▶ Mettre en place une plateforme de suivi de l'aide internationale au développement au niveau du Mali
Nathalie Sidibé, Mali
- ▶ Publier les budgets 2016 des communes au Cameroun en format ouvert
Charlie Ngounou
- ▶ Faire connaître les ressources IATI et leur potentiel pour la redevabilité
Yohanna
- ▶ Rendre disponible toutes les informations administratives aux usagers / citoyens
Barry Sidi, Burkina, MFPTPS
- ▶ Sensibiliser la communauté des bailleurs à l'importance des données ouvertes et au besoin de sou-

tenir ce réseau et ces initiatives. (à commencer par celui pour lequel je travaille)

- ▶ Je m'engage à mettre en oeuvre un projet de vulgarisation des lois à travers une plateforme de données ouvertes (TONANGNON)

Awassabi Idrissou

- ▶ Faciliter la publication des données sur les projets de développement des bailleurs de fonds.

Hélène, AFD

MESURE: INDEX ET BAROMÈTRE - 9 ENGAGEMENTS

- ▶ S'engager à travailler avec tous les pays pour l'adoption et la mise en pratique de la Charte Internationale de données ouvertes
Nenna / Web Foundation
- ▶ Contribuer à renseigner les plateformes internationales avec les données existantes sur la Guinée
Fode Samikayi
- ▶ Aujourd'hui la Tunisie a réussi à implémenter 32% de la Charte Open Data. Objectif: 70% dans les deux prochaines années.
- ▶ Publier l'état d'avancement de mon pays - Publier des analyses sur les plateformes utilisables et les démarches - Participer dans des forums de discussion.
- ▶ Je m'engage à vulgariser l'Open Data Index et l'Open Data Barometer au Niger. En particulier au niveau politique, renforcement des capacités, innovation et recherche.
Dr Ibrahim Zakari Sidi
- ▶ Appuyer un inventaire de données-clés par pays. (Open Data Index)
Pierre Chrzanowski
- ▶ Améliorer le classement du Sénégal dans les référentiels Open Data (GODI, Baromètre)
A.BA, Sénégal
- ▶ Monter un projet sur la mesure des données ouvertes et sur la création de mécanismes de diffusion des données ouvertes au plan local.
- ▶ Publier l'état d'avancement de mon pays en matière d'open data.
- ▶ Participation aux divers échanges + Documenter les industries ODD pour mon pays.

PARTENARIAT POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT - 2 ENGAGEMENTS

- ▶ Faire de la Guinée un pays membre de l'OGP
- ▶ Susciter une dynamique nationale en vue de l'adhésion du pays à l'OGP
Alain Binibangili - RD Congo

THÉMATIQUES PRIORITAIRES - 5 ENGAGEMENTS

- ▶ Vulgarisation des données libres en Afrique Francophone en impliquant les femmes à travers mes réseaux: Femmes & TIC + OSM
Fatiman Alher
- ▶ Je m'engage à travailler sur l'ouverture / la création et la mise dispo des données géographiques
- ▶ Publier en ligne les textes (lois, décrets, arrêtés) sur l'accès aux informations ou aux données administratives
Barry Sidi, Burkina, MFPTPS
- ▶ Rendre disponible toutes les données pour le développement de la vie quotidienne des Africains, en passant par la cartographie OSM
Fatiman Alher, Niger
- ▶ To have an African hub for offshore firms PEPs who are suspected to power abuse
Hirham Allam